



Selon le ministre du Commerce

## Une baisse des prix dans les trois prochains jours

Le ministre du Commerce rassure que les prix des fruits et légumes vont enregistrer une baisse dans les trois prochains jours. En attendant que les prix daignent baisser, les citoyens n'ont d'autre choix que de prendre leur mal en patience et faire contre mauvaise fortune, bon cœur.

Page 2

Prix du pétrole

## Le Brent dépasse les 80 dollars, une première depuis novembre 2014

Page 5



Le Front Polisario célébrera demain à Tifariti, dans les territoires sahraouis libérés, le 45<sup>ème</sup> anniversaire du déclenchement de la lutte armée sahraouie contre les forces d'occupation marocaines, une date qui intervient dans un contexte particulier marqué par plusieurs victoires diplomatiques et juridiques arrachées par le peuple sahraoui, en lutte pour son droit à l'autodétermination.

La commémoration de cette date historique sera organisée sous le haut patronage du président de la République arabe

Terres agricoles

# L'Etat sévit contre les constructions anarchiques

Les constructions illicites et anarchiques, au-delà du fait qu'elles «amoquent» le paysage, empiètent aussi sur les terres destinées à l'agriculture, un domaine que l'Etat veut encourager. Ainsi, il est décidé de passer à l'action pour endiguer le phénomène.

Page 3



Publications en tamazight

## Le ministère de l'Intérieur emploie les trois caractères

Page 3



Front Polisario

## Célébration de l'anniversaire du déclenchement de la lutte sahraouie armée

sahraouie démocratique (Rasd) et secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, en présence de personnalités sahraouies aux côtés de délégations représentant plusieurs pays, des organisations et des associations de la société civile. Selon les organisateurs, il est prévu la tenue d'une série de manifestations et activités commémoratives dans les territoires libérés, dont des parades militaires et civiles, ainsi que des expositions retraçant le parcours de la lutte armée contre les forces d'occupation marocaines. Le 20 mai 1973 demeure une date historique pour le peuple sahraoui qui avait décidé, ce jour-là, de prendre les armes pour arracher son indépendan-

ce face à l'occupation d'abord espagnole en suite contre le Maroc, qui avait envahi les territoires sahraouis en 1975.

«La révolution à Segouia El Hamra et Rio de Oro s'est déclenchée parce qu'il existe un peuple. Ce peuple possède son identité nationale, sa propre civilisation, ses propres principes, ses propres valeurs, sa propre organisation. Ce peuple existe et survivra à la trahison du colonialisme, à l'agression des régimes réactionnaires et à leurs manoeuvres», avait écrit le défunt El Ouali Mustafa Sayed, premier secrétaire général du Front Polisario, mort en martyr en juin 1976.

Page 6

Présidentielle de 2019

# Le MSP et Ennahda sous pression

Au sein du MSP, principale formation islamiste, mais aussi chez Ennahda, les divergences s'aggravent autour de la stratégie à adopter lors de la présidentielle de 2019.

Page 3





Selon le ministre du Commerce

# Une baisse des prix dans les trois prochains jours

**Le ministre du Commerce rassure que les prix des fruits et légumes vont enregistrer une baisse dans les trois prochains jours. En attendant que les prix daignent baisser, les citoyens n'ont d'autre choix que de prendre leur mal en patience et faire contre mauvaise fortune, bon cœur.**



Par Karima Nacer

Deux jours après le début du Ramadhan les prix des produits alimentaires connaissent une hausse vertigineuse. Une situation qui résulte de la forte croissance de la demande. Pourtant, les services du ministère du Commerce se sont mobilisés depuis quelques temps pour contrôler le marché.

Malgré les assurances données, ces dernières semaines, par le ministère de tutelle, le prix de nombreux produits restent particulièrement chers. Même l'abondance de la production n'aura pas contribué à une baisse des prix, ne serait-ce qu'à une simple stabilisation des prix de nombreux produits de première nécessité. Légumes, fruits, viandes blanches ou rouges, c'est la flambée. A part le Ramadhan,

aucune autre explication à cette tendance haussière n'est avancée, d'autant que cette année Ramadhan a coïncidé avec la période de la récolte. En effet, à l'entame du mois de Ramadhan, les prix des produits alimentaires s'affolent. Des fruits aux légumes, en passant par la viande, tout flambe, laissant le consommateur boudier certains produits. Même la viande blanche, prisée par les ménages modestes, n'a pas été épargnée par la spirale de la hausse des prix. Ainsi, la courgette est affichée à 180 DA, la tomate à 150 DA, le poivron et le piment à 120 DA, les haricots verts entre 350 et 400 DA, la carotte entre 80 et 100 DA et les pommes de terre à 70 DA le kg. Idem pour les fruits, surtout ceux de la production locale dont l'offre est abondante et qui auraient dû voir leurs prix baisser. Pourtant, les fruits

de saison pour lesquels il faut compter une moyenne de 200 le kg. Pour ce qui est des viandes, elles affichent entre 1100 et 1 500 DA le kg pour les viandes rouges, alors que le poulet est actuellement écoulé à 310 DA le kilo. Des prix dont il est certain, comme cela se passe chaque année, qu'ils grimperont durant la première semaine du Ramadan.

Ces nouvelles hausses inexplicables ont amené le ministre du commerce, Saïd Djellab à promettre une baisse dans les trois prochains jours, particulièrement les produits ayant connu une «hausse sensible» ces derniers jours, à l'instar de la tomate et de la courgette. «Exception faite de la tomate et de la courgette, les prix des fruits et légumes n'ont pas enregistré de hausses importantes, cette année», dira le ministre en

marge d'une visite au marché de gros des fruits et légumes de Boufarik et de deux marchés de solidarité. Objets d'une forte demande, la tomate et la courgette ont été vendues respectivement à 110 DA et 140 DA le kg, au niveau du marché de gros de Boufarik, au moment où les prix de la pomme de terre et des petits pois ont été stabilisés à 40 DA le kg, contre 35 DA pour l'oignon et 50 DA pour la carotte. Djellab, qui a constaté la disponibilité des produits agricoles au marché de gros de Boufarik, a lancé, à l'occasion, un appel aux citoyens en vue d'une consommation rationnelle afin de contribuer à la baisse des prix, tout en évitant d'acheter les produits dont les prix enregistrent une importante hausse, recommande-t-il.

K.N.

## Opérations de relogement à Alger Plus de 5 000 souscripteurs exclus

Les services de la wilaya d'Alger ont révélé jeudi que toutes les opérations de relogement à Alger jusqu'à la première étape de la 23<sup>e</sup> opération (juin 2014-décembre 2017) avaient permis de contrôler les dossiers de 56 782 souscripteurs au niveau du Fichier national du logement et démontré que 5 240 candidats avaient bénéficié de logements ou de subventions de l'Etat ou étaient propriétaires de biens fonciers, ce qui a induit leur exclusion des listes des bénéficiaires.

Le «Fichier national du logement a révélé l'existence de 2 527 souscripteurs au programme Aadl, 1 588 souscripteurs propriétaires de logements, 919 autres ayant bénéficié d'une subvention de l'Etat, 178 souscripteurs titulaires de permis de construction et 28 bénéficiaires du logement promotionnel public (LPP), élevant le nombre des candidats au logement découverts et radiés des listes des bénéficiaires des logements sociaux jusqu'à la première étape de la 23<sup>e</sup> opération à près de 5 240 souscripteurs».

La première étape de la 23<sup>e</sup> opération de relogement dans la wilaya d'Alger qui concerne au total 8 000 familles a été lancée le 26 décembre dernier au profit de 3 000 familles, tandis que la deuxième a débuté le 21 février dernier au profit de 2 000 familles. La troisième étape a été lancée jeudi dernier au profit de 3 000 familles.

Reda A.

## Algérie Poste Régularisation de 2 075 travailleurs contractuels

Algérie Poste a annoncé jeudi une «grande opération de régularisation» de son personnel en situation d'emploi temporaire devant toucher 2 075 travailleurs, s'inscrivant dans le cadre d'un processus «progressif» et en application de la résolution adoptée par le Conseil d'administration.

Cette opération de régularisation consistera en la permanisation de 942 contractuels recrutés dans le cadre du dispositif CTA (contrat de travail aidé), qui bénéficieront d'un contrat à durée indéterminée (CDI), et en la reconversion de 1 133 contrats Daip (dispositif d'aide à l'insertion professionnelle) en des contrats CTA, a indiqué l'entreprise dans un communiqué. Elle a précisé que «cette démarche est soumise à des critères de priorité, en l'occurrence l'ancienneté dans le dispositif, la situation familiale, l'âge ainsi que les antécédents disciplinaires». Algérie Poste, qui a rappelé que cette opération de régularisation a été précédée par plusieurs autres qui ont touché «pas moins de 2 500 contractuels», a également annoncé qu'une «opération similaire est prévue prochainement pour la régularisation du reste des employés recrutés dans le cadre de ces dispositifs».

H. M.

# Les prix réduits de 20 à 30% sur les marchés de proximité

Le ministre du Commerce, Saïd Djellab, a affirmé jeudi à Alger, que les prix des produits alimentaires et des fruits et légumes étaient réduits de 20 à 30% sur les marchés de proximité par rapport aux marchés traditionnels, prévoyant une poursuite de la baisse des prix dans les trois premiers jours du mois sacré.

En marge de l'inauguration du marché de solidarité de proximité, au siège de l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta), en compagnie du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazguï, du secrétaire général de

l'Ugta, Abdelmadjid Sidi Saïd, du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh et du président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Ali Haddad, M. Djellab a assuré la disponibilité des produits alimentaires à des prix abordables, avec une baisse de 20 à 30% par rapport aux marchés traditionnels.

Le ministre a appelé les citoyens à rationaliser leurs dépenses aux premiers jours de ce mois.

Ce dernier a rappelé l'ouverture de 159 marchés de proximité et de solidarité à l'échelle nationale en sus de neuf marchés de proximité au niveau de la wilaya d'Alger, se disant satisfait de la disponibilité des

produits de consommation à des prix raisonnables, voire abordables. Outre leur principal objectif consistant à garantir des produits à des prix bas du producteur directement au consommateur, ces marchés de proximité contribueront à faire la promotion des produits locaux, a-t-il précisé.

Après le mois de Ramadhan, on étudiera la possibilité de généraliser les marchés de proximité de façon permanente à travers l'ensemble du territoire national.

En visitant le pavillon des produits laitiers, le ministre de l'Agriculture, a affirmé qu'il n'y aura pas une pénurie de lait durant le

mois sacré, arguant que des efforts ont été déployés pour garantir la production et la distribution de ce produit en quantités suffisantes.

Le gouvernement avait décidé d'augmenter les capacités de production du lait de 50 millions de litres à l'échelle nationale durant le Ramadhan. Le ministre a rappelé que son département a élaboré une feuille de route du produit pour répondre aux besoins des citoyens, en insistant sur les facteurs de production et de distribution (la traçabilité). En visitant le pavillon des sociétés de productions des olives et différents produits de conserve, M. Bouazguï a indiqué que depuis

près de quatre mois l'Algérie n'a pas importé d'olives et nous consommons à 100% un produit national. Au pavillon des viandes rouges et blanches, il a affirmé que les prix de la viande de veau importé étaient réduits.

Les ministres du Commerce et de l'Agriculture qui ont visité le marché Ali Melah à la place du 1<sup>er</sup> Mai et un marché de proximité de Sidi Yahia pour inspecter les prix, ont appelé les citoyens à rationaliser leurs dépenses lors de l'achat des fruits et légumes et autres produits de consommation durant la première semaine de Ramadhan.

Reda A.



Constructions illicites sur les terres agricoles

# L'Etat va sévir

**Les constructions illicites et anarchiques, au-delà du fait qu'elles «amochent» le paysage, empiètent aussi sur les terres destinées à l'agriculture, un domaine que l'Etat veut encourager. Ainsi, il est décidé de passer à l'action pour endiguer le phénomène.**



Par S. A. Mohamed

**C'**est le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, lui-même qui l'a affirmé. Il a souligné, jeudi à Alger, le souci des autorités publiques de mettre un terme aux constructions anarchiques et illicites, notamment celles bâties sur les terres agricoles et forestières et sur le littoral. A une question orale du député Azoug Saïda concernant les mesures prises pour mettre un terme au phénomène de construction illicite sur le littoral lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, M. Bedoui a répondu : «Je vous affirme le souci des autorités publiques

de mettre un terme aux constructions qui poussent comme des champignons, pas seulement sur le littoral», indiquant que «les constructions anarchiques et illicites dans les régions protégées en vertu de la Constitution, à l'instar des terres agricoles et forestières et le littoral font l'objet de suivi constant et minutieux» et que «toute construction illicite est immédiatement démolie et leurs propriétaires font l'objet de poursuites judiciaires». «La police de l'urbanisme a enregistré 3 491 infractions liées aux constructions sans permis de construire au niveau national durant le premier trimestre 2018 durant lequel 726 autorisations de démolition ont été appliquées», a-t-il indiqué, ajoutant que les efforts des autorités publiques vont dans le sens du cadre de vie et de l'environne-

ment sain prôné par le Président de la République et l'opération a été lancée à Alger où toutes les constructions anarchiques ont été éliminées». Le chef de l'Etat «a donné des instructions fermes au gouvernement à l'effet de punir toute violation des terres protégées, notamment les terres agricoles et forestières et le littoral», rappelant que le projet national «a consacré une protection spéciale pour ces terres». Dans ce contexte, le ministre a souligné que la wilaya de Béjaïa «a recensé un nombre considérable de constructions illicites sur le littoral», indiquant que les autorités locales «ont pris une série de mesures dissuasives pour interdire la construction illicite», soulignant que cette wilaya a enregistré «la démolition de 73 constructions le 22 avril dernier

et la démolition de constructions bâties sur un foncier relevant des domaines publics forestiers le 2 mai dernier». «L'Etat fera face à ces pratiques inciviques en recourant la force de la loi, d'autant que l'Etat a permis de régulariser la situation des constructions n'ayant pas obtenu d'attestation de conformité et de mettre un terme au problème des constructions anarchiques, tout en simplifiant les mesures administratives de délivrance des attestations et contrats d'urbanisme en prévoyant un guichet unique au niveau des communes et des wilayas et en réduisant les délais de délivrance à 15 jours au maximum. Ainsi donc, l'Etat veut sévir une bonne fois pour toute en faisant, dans un premier temps, respecter scrupuleusement la loi. **S.A.M.**

Présidentielle de 2019

# Le MSP et Ennahda sous pression

Par Amine Bensafi

**A**u sein du MSP, principale formation islamiste, mais aussi chez Ennahda, les divergences s'aggravent autour de la stratégie à adopter lors de la présidentielle 2019.

Le président du Mouvement de la société pour la paix, Abderrezak Makri, a profité de son retour à la tête du parti, a trahi l'existence de tendances différentes par rapport à l'importante échéance du printemps 2019, entre la volonté de participer au gouvernement ou non et les nouvelles approches quant à l'engagement du parti par rapport à l'opposition. Le président du parti a adressé des messages différents au pouvoir et à ses alliés depuis qu'il a quitté le gouvernement en 2012. S'il semble aujourd'hui avoir dépassé les «tirs de barrage» de son rival Bouguerra Soltani qui prône que le MSP doit reconnaître son erreur d'analyse et réintégrer l'Exécutif, Abderrezak Makri n'en a pas fini pour autant avec la tendance au sein du parti qui pense autant que M. Soltani et qui a d'ailleurs imposé sa voix lors des législatives et des locales qui ont vu la direction nationale suivre sa

volonté de participer aux élections, malgré les réserves de leur président. Aujourd'hui, pour contenir ce courant interne qui ne pense pas que le MSP soit en mesure de remporter la présidentielle de 2019, à laquelle Makri a dit vouloir participer, ce dernier en vient aujourd'hui, sinon à vanter le bilan du président sortant, du moins à lui trouver bon nombre de réalisations notables. En même temps, pour rester fidèle à sa propre ligne comme à la partie de la base qui l'a réélu à la présidence, il s'est dit ouvert à de nouvelles consultations avec l'opposition pour décider d'une stratégie à même d'aider à régler la crise économique et sociale, tout en s'éloignant ainsi de l'idée d'un candidat unique de l'opposition.

Si Abderrezak Makri arrive jusque-là à tenir le bâton par le milieu (pour combien de temps), ce n'est pas le cas pour son homologue de la même tendance idéologique chez le parti Ennahda. Ce parti est quasiment menacé d'une nouvelle scission à la veille de l'élection présidentielle de 2019, surtout après l'intensification du conflit au sein du mouvement sur la légitimité des institu-

tions et des postes de direction. Un conflit qui oppose l'actuel secrétaire général, Mohamed Douibi, et ses opposants au sein du Majliss Echoura, et notamment le président de ce conseil consultatif, à savoir Abdelhadi Othmania, et dont l'intensité fait redouter le pire à la base. La dernière session du Majliss Echoura, tenu il y a deux semaines, n'a pas arrangé les choses, avec la démission annoncée de plusieurs membres fondateurs, surtout celle de Salah Mouni, un vétéran du courant islamiste depuis les années de la clandestinité sous le parti unique, et celle de Lalaoui Belmokhi, quasiment l'un des idéologues du parti et en charge depuis 2013 de sa ligne politique. Depuis, un comité chargé de préparer le prochain congrès ordinaire, qui se tiendra à la veille de la présidentielle, a été mis sur pied. Mais cette instance a du mal à se mettre au travail, à l'heure où la dissidence critique ouvertement et par communiqués publics, les «pratiques» de l'actuel SG, qualifiées «d'illégales et d'antidémocratiques», suggérant une réorganisation des structures internes au sein d'Ennahda. **A.B.**

Publications en tamazight

# Le ministère de l'Intérieur emploie les trois caractères

Par Rachid Chihab

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales joint l'acte à la parole dans la promotion de la langue et la culture amazighes. En effet, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a affirmé, jeudi à Alger, avoir donné des instructions aux autorités locales pour la mise à jour des enseignes portant les noms des institutions administratives dans les deux langues, arabes et tamazight, précisant que ses services avaient utilisé les caractères arabes, tifinagh et latins dans ses publications en tamazight. M. Bedoui qui répondait à une question sur le choix par son ministère des caractères latins pour son premier communiqué en tamazight concernant le Hadj 2018, a déclaré que «ce pas franchi en termes de communication avec le citoyen en cette langue était, en soi, une reconnaissance de la dimension amazighe au sein de la société algérienne». «Cette opération a été suivie par d'autres publications officielles en tamazight où les caractères arabes et tifinagh avaient été utilisés et nous avons donné des instructions aux autorités locales pour la mise à jour des enseignes des sièges officiels des établissements et institutions administratives en tamazight aux côtés de la langue arabe», a fait savoir M. Bedoui.

Affirmant que «l'orientation du ministère vers la consolidation de la communication en cette langue s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du Président de la République», le ministre a rappelé que l'initiative de son département portant publication de ce communiqué en tamazight intervenait dans le cadre «de la dynamique qu'a connue l'Algérie cette année en faveur de la dimension amazighe de l'identité nationale» et ce, a-t-il dit, «en consécration des valeurs constitutionnelles introduites par le président Abdelaziz Bouteflika visant à renforcer l'unité et la stabilité».

Le premier responsable du secteur a rappelé également l'amendement constitutionnel de 2002 qui a constitutionnalisé tamazight, estimant que la réforme politique «profonde» initiée par le chef de l'Etat en 2011, «à travers de grands chantiers constituait un tournant décisif à travers lequel la langue amazighe est devenue deuxième langue nationale officielle de la République».

Les réformes du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, ont été «couronnées» par l'amendement constitutionnel de 2016 qui est considéré comme «saut sans précédent en matière de renforcement des libertés publiques et de promotion de l'action politique», a-t-il dit, ajoutant que ces réformes ont été «un bouclier impénétrable afin de faire face à toutes tentatives de porter atteinte à l'identité nationale et d'exploiter la diversité culturelle de notre pays pour nuire à sa stabilité».

Après avoir indiqué qu'il a été procédé à la création de l'Académie algérienne de langue amazighe chargée de la définition des conditions nécessaires pour promouvoir le tamazight «en vue de la consacrer en tant que langue nationale», M. Bedoui a affirmé que l'Etat œuvrait à «valoriser toutes les constantes de l'identité nationale». **R.C.**



Wilayas du Sud

# Procédures particulières pour l'intégration des demandeurs d'emploi

**Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali, a affirmé, jeudi à Alger, que les procédures particulières prises afin d'assurer la gestion «ferme et transparente» avaient pour but de faciliter l'intégration des demandeurs d'emploi dans les wilayas du Sud.**



Répondant à une question lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), sur l'emploi dans la wilaya d'Illizi, M. Zemali a indiqué que le ministère a appliqué le 11 janvier 2017 la circulaire interministérielle portant dispositions de recrutement et du renforcement de la formation par apprentissage dans les wilayas du sud du pays.

Il a souligné que cette circulaire qui a pour but «d'apporter une gestion plus ferme et transparente au marché de l'emploi et de faciliter l'intégration des demandeurs de travail est entrée en vigueur de manière graduelle au niveau de la wilaya d'Illizi avant sa généralisation à toutes les wilayas du Sud».

A ce titre, M. Zemali a indiqué que les wilayas du Sud «ont connu ces dernières années, grâce aux initiatives prises par l'Etat, plusieurs mesures relatives à l'emploi et ce, dans le cadre de l'exécution du plan de travail pour la promotion de l'emploi et la résorption du chômage adopté en 2008 ainsi qu'à travers l'instruction du Premier ministre du 11 mars 2013 relative à la gestion de l'emploi au Sud et qui réaffirme le principe de transparence dans le recrutement et le renforcement des mesures de contrôle».

Il a souligné, à ce titre, que ces procédures «font état de volonté politique à la résorption du chômage, notamment chez les jeunes dans les wilayas du Sud», affirmant que «la gestion du marché de l'emploi dans les

wilayas du Sud est sous le contrôle d'un régime particulier qui a été établi grâce à cette instruction, notamment pour répondre aux besoins des entreprises se trouvant au sud du pays en matière de main-d'oeuvre et ce, en accordant la priorité à la main-d'oeuvre locale». Répondant à la question du député Lakhdar Ben khellaf relative au retard accusé dans le traitement de dossier d'attribution d'aides financières par le Fonds national de péréquation des oeuvres sociales (Fnpos) dans le cadre de l'habitat rural et participatif, M. Zemali a souligné que le Fnpos participe à travers cette aide financière au profit des travailleurs salariés «conformément avec ses équilibres financiers».

A ce titre, le ministre a fait état de 100 000 dossiers de

demandes déposés au niveau du Fnpos depuis le début de l'opération en 2013 pour bénéficier d'aides financières dans le cadre de l'habitat rural, soulignant que l'attribution de cette aide se fait de manière graduelle en fonction du budget annuel du Fnpos.

Il a indiqué que durant la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2018, 1 461 dossiers ont été pris en charge par le Fnpos dans le cadre de l'habitat rural, pendant que 3 331 dossiers ont été pris en charge durant la même période dans le cadre de l'habitat participatif.

La réception et l'orientation des demandeurs d'aides «se fait de manière régulière au niveau de toutes les agences du Fnpos à travers toutes les wilayas du pays», a-t-il soutenu. **Reda A.**

Projet de raccordement de Béjaïa à l'autoroute Est-Ouest

## «Les travaux se déroulent de manière ordinaire» selon Zaâlane

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane, a affirmé, jeudi à Alger, que les travaux de réalisation de la pénétrante reliant la wilaya de Béjaïa à l'autoroute Est-Ouest se déroulent de manière ordinaire en prévision de sa livraison à la fin 2019.

Répondant à une question orale du député Brahim Benadjji, (groupe des indépendants) sur les causes du retard du projet lors d'une séance à l'Assemblée populaire nationale (APN) sous la présidence de Saïd Bouhadja, président de l'APN, le ministre a précisé que les travaux de la pénétrante qui s'étend sur 100 km se déroulent de manière ordinaire en dépit d'un reliefs difficile,

notamment les travaux de forage de tunnels montagneux. Le taux d'avancement des travaux a atteint 70%, a indiqué le ministre qui a rappelé que deux tronçons de la pénétrante ont été livrés en 2017 au niveau d'Ahnif et Saddouk sur une distance de 52 km, soit 52 % des travaux de réalisation.

Les travaux de réalisation du troisième tronçon du projet reliant entre Takriet, Amizour et El Kseur sur une distance de 20 km ont atteint 75% en dépit de son passage par une région montagneuse difficile comptant des bassins versants.

Le troisième tronçon porte sur la réalisation de 18 ouvrages d'art tels que des ponts, une trémie de 1,66 km dont les travaux ont

atteint 50%.

S'agissant de la réalisation du quatrième tronçon reliant Amizour au port de Béjaïa sur une distance de 22 km, M. Zaâlane a promis que les travaux démarreront au «début du quatrième trimestre 2018», ajoutant que l'étude technique a été achevée en vue de choisir les solutions les plus efficaces et les moins coûteuses. A une autre question sur la possibilité de réduction de l'enveloppe financière du projet, M. Zaâlane a rassuré que le budget n'a pas été réduit, mais réévalué dans le cadre de la loi de finances 2018, l'élevant ainsi de 60 milliards de dinars à 126 milliards de dinars algériens. **Farid D.**

Pluies diluviennes au nord de Sétif

## Un mort, un disparu et d'importants dégâts

Une personne est décédée et une autre est portée disparue suite aux pluies diluviennes qui s'abattent depuis jeudi soir sur la ville de Sétif et ses environs, provoquant également des dégâts matériels, a appris l'APS hier auprès du chargé de la communication des services de la Protection civile, le capitaine Ahmed Lamamra.

La même source a précisé que de fortes pluies ont affecté de jeudi soir et jusqu'à une heure tardive dans la soirée, la ville de Sétif et sa région nord, signalant que ces intempéries ont provoqué la mort d'une personne, âgée de 59 ans, qui se trouvait à bord de son véhicule utilitaire, emportée par les crues de l'oued Hayoune, à l'est de la ville de Aïn Kebira, au nord de Sétif.

Le chargé de la communication des services de la Protection civile a aussi assuré que les recherches se poursuivent pour retrouver un agriculteur du village Lakrakra, au nord de Aïn Kebira, porté disparu.

Des pluies orageuses sur Aïn Kebira ont augmenté le niveau d'eau des oueds et des cours d'eau de la région, inondant des quartiers, des rues et des groupements d'habitations, a-t-on encore souligné précisant que ces intempéries ont causé des pertes dans les champs agricoles, la noyade de Aïn Kebira et ses environs, Sétif, El Eulma, Aïn Arnat et Ammoucha.

Les services de la Protection civile, dépêchés sur les lieux, ont pu sauver sept personnes d'un danger certain, trois se trouvaient à bord d'un camion emporté par les crues sur la RN 9 dans la région d'Ouricia, et une quatrième sur la RN 77 à Kef Lekha dans la commune de Dehamcha, et également trois autres à l'entrée ouest de la ville de Sétif, piégées par la montée des eaux alors qu'ils se trouvaient à bord de leur véhicule.

Les opérations d'évacuation des eaux et de constatation de dégâts se poursuivent dans plusieurs régions de la capitale des Hauts-Plateaux à Aïn Kebira, El Eulma, Djerma, notamment, a indiqué le capitaine Lamamra, affirmant que les mêmes opérations sont engagées au chef-lieu de wilaya, dans les quartiers de Yahiaoui, Cheikh Aïfa, Chof Lekdad, au centre-ville.

Riad D.

Accidents de la route

## 10 morts en une semaine

Dix personnes ont trouvé la mort et 378 autres ont été blessées dans 291 accidents de la circulation, enregistrés au niveau des zones urbaines, durant la période allant du 8 au 14 mai en cours, a indiqué, jeudi, un bilan de la direction générale de la Sûreté nationale (Dgsn).

Par rapport au bilan de la semaine écoulée, le nombre d'accidents a augmenté de 21 et celui des blessés de 81, tandis que le nombre de décès a augmenté de deux décès, a précisé la même source. Les études menées par les services compétents de la Sûreté nationale révèlent que ces accidents sont principalement dus au facteur humain avec un taux de plus de 95%, à d'autres facteurs liés à l'état des véhicules ainsi qu'à l'environnement.

Pour préserver la sécurité des citoyens, la Dgsn réitère son appel aux usagers de la voie publique pour faire preuve de vigilance et appelle ces derniers à respecter le Code de la route et à éviter l'excès de vitesse.

La Dgsn met à la disposition du citoyen le numéro vert 1548 et celui du secours 17 pour tout signalement 24h/24.

R. N.



Recyclage et valorisation des déchets

# La stratégie du secteur de l'environnement encourage l'investissement

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatma Zohra Zerouati, a affirmé, jeudi à Alger, que son secteur oeuvrait, dans le cadre d'un nouveau modèle économique s'étendant jusqu'à 2035, à encourager et à accompagner les projets de récupération et de recyclage qui contribuent à la valorisation de tous les déchets.



La stratégie de la gestion intégrée de déchets repose sur l'encouragement de l'investissement et le recyclage d'un maximum de déchets, estimés actuellement de 13 millions de tonnes/jour, dont 6,1 million de tonnes sont récupérables alors que le taux réel du recyclage ne dépasse pas les 7% au niveau national, a précisé Mme Zerouati lors d'une plénière consacrée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par M. Saïd Bouhadja.

A ce propos, la ministre a fait savoir que son secteur tend à se diriger vers une véritable industrialisation de déchets à travers la mise en place de centres de gestion intégrée de déchets, rappelant la rencontre qu'elle a eu récemment avec le vice-ministre sud-coréen de l'Environnement, consacrée à la présentation du rapport final relatif à l'étude de faisabilité pour la réalisation d'un centre intégré de gestion des déchets à Hamissi

(Alger).

La ministre de l'Environnement a réitéré l'attachement de ses services et de tous les intervenants à parvenir à zéro déchets à l'avenir.

Par ailleurs, Mme Zerouati a indiqué qu'un protocole d'accord et de partenariat a été signé récemment entre l'Agence nationale des déchets (AND) et l'entreprise publique Sopte, filiale du groupe Divindus et trois sociétés, dont 02 canadiennes pour la réalisation d'un projet de tri, de transformation, de valorisation et de commercialisation des déchets à même de développer les recherches liées à l'activité écologique au profit des wilayas de Constantine et de Sétif.

Elle a ajouté que ce projet visait à activer le projet pilote de gestion des déchets ménagers et de réduction des émissions de gaz causant le réchauffement climatique.

La ministre a mis en avant, également, l'accompagnement et le soutien de son sec-

teur aux entreprises ayant signé des contrats de performance avec le ministère pour l'utilisation de technologies respectant l'environnement.

## Encourager la production de sachets «amis» de l'environnement

En réponse à une question du député Djamel Kikane (RND) sur la récupération des déchets ménagers, notamment plastiques, la ministre a fait état de nouvelles lois strictes obligeant les propriétaires d'usines et d'entreprises à prendre en charge la récupération et le recyclage de leurs déchets.

Mme Zerouati a évoqué, en outre, la préparation d'un plan d'action visant à convertir les entreprises de production de sachets en plastique en entreprises de production de sacs en papier ou de sachets non nocifs à l'environnement et à

la santé, soulignant qu'une telle reconversion nécessite un appui financier à venir grâce à des dotations du Fonds national de l'environnement et du littoral.

Elle a fait état également d'un texte réglementaire en élaboration sur le système Ecogène avec l'octroi d'autorisations aux entreprises intéressées par la récupération et le recyclage des déchets en plastique ainsi que l'encouragement des centres commerciaux à utiliser des sacs qui répondent aux normes environnementales.

La ministre a rappelé, d'autre part, la mise en service d'une unité au niveau du centre l'enfouissement de Hamissi (Alger) qui traite et récupère les sachets en plastique d'une capacité de 250 tonnes/jour.

Elle a souligné, dans ce sens, l'importance des actions de sensibilisation en impliquant la société civile pour la vulgarisation du développement durable et la réduction de l'utilisation des sachets en plastique.

Répondant à une autre question du député Handia Marouani (FLN) sur les décharges anarchiques dans les communes de Bouaandas, Bouslam et Oued El Bared (wilaya de Sétif) et s'il existe des projets futurs pour généraliser l'expérience réussie de la société Eco-Est en matière de traitement des déchets, la ministre a affirmé que la stratégie de la gestion intégrée des déchets est basée sur le partenariat public-privé et l'encouragement des investisseurs privés, pointant du doigt la responsabilité des élus locaux dans la non éradication des décharges anarchiques.

R. N.

## Inaugurée à Béthioua (Oran) Nouvelle unité de production d'acier

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi, a procédé jeudi à l'inauguration d'une nouvelle unité de production d'acier implantée au complexe Tosyali de Béthioua (Oran).

Le ministre a mis l'accent, à cette occasion, sur les impacts économiques escomptés, notamment pour la couverture des besoins du marché national.

M. Yousfi a également insisté sur l'importance de la politique nationale initiée par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour le renforcement de l'industrie nationale.

La nouvelle unité contribuera à l'approvisionnement en matière première d'autres secteurs économiques et industriels tels ceux de la construction et de l'automobile, a-t-il souligné.

Réalisée par la société turque de droit algérien Tosyali Iron and Steel, l'aciérie Tosyali de Béthioua avait été mise en service en juin 2013.

Le complexe qui a débuté avec moins de mille employés compte aujourd'hui 3 700 travailleurs, ont indiqué les responsables turcs, signalant que l'usine a nécessité un montant d'investissement de 2,25 milliards de dollars.

La même société qui affichait en 2017 un chiffre d'affaires de 140 milliards de dinars, table cette année sur un chiffre d'affaires de 180 milliards de dinars (prévisions 2018).

R. N.

Prix du pétrole

# Le Brent dépasse les 80 dollars, une première depuis novembre 2014

Le baril de pétrole Brent a dépassé jeudi le seuil des 80 dollars, une première depuis fin novembre 2014, dans un marché tendu du fait des incertitudes autour de la production de l'Iran et du Venezuela.

Dans la matinée, le cours du baril a dépassé ce seuil et est monté jusqu'à 80,18 dollars, en hausse de 90 cents par rapport à la clôture de mercredi, avant de retomber un peu en dessous des 80 dollars.

Pour sa part, le baril de «light sweet crude» (WTI) pour échéance en juin s'échangeait vers 72,07 dollars en hausse de 58 cents par rapport à la clôture de la veille.

La hausse a été alimentée depuis la veille par l'annonce d'un recul des stocks de brut aux Etats-Unis de 1,4 million de barils et

d'une très forte baisse des réserves d'essence de 3,8 millions de barils.

Selon un analyste, la progression des cours est «impressionnante», d'autant que l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a rapporté une hausse des exportations de pétrole américain et l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a averti d'un ralentissement de la demande mondiale de pétrole, deux annonces qui devraient en théorie peser sur les prix.

Les cours sont par ailleurs soutenus ces derniers jours par les inquiétudes quant à la production iranienne et vénézuélienne, alors que les Etats-Unis ont décidé de sortir de l'accord sur le nucléaire iranien.

«La baisse continue de la production de pétrole au Venezuela est simultanément en train de tirer vers le bas la production de

l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), ont souligné des analystes.

L'incertitude sur la production iranienne, après la sortie des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire et le retour des sanctions, a également contribué à la hausse des cours ces dernières semaines, alors que le groupe français Total a indiqué qu'il ne mènera pas à terme un grand projet gazier entamé en juillet 2017 à moins d'obtenir une dérogation de la part des autorités américaines.

«C'est un revers pour l'Union européenne qui souhaite maintenir l'accord» avec les autres signataires, a commenté un expert. La compagnie pétrolière nationale chinoise (Cnpc) pourrait néanmoins remplacer le géant français, a indiqué le ministre iranien du Pétrole, Bijan Namdar Zangane.

Reda A.



## SAHARA ▶▶

Front Polisario

# Célébration de l'anniversaire du déclenchement de la lutte sahraouie armée

**Le Front Polisario célébrera demain à Tifariti, dans les territoires sahraouis libérés, le 45<sup>ème</sup> anniversaire du déclenchement de la lutte armée sahraouie contre les forces d'occupation marocaines, une date qui intervient dans un contexte particulier marqué par plusieurs victoires diplomatiques et juridiques arrachées par le peuple sahraoui, en lutte pour son droit à l'autodétermination.**



**L**a commémoration de cette date historique sera organisée sous le haut patronage du président de la République arabe sahraouie démocratique (Rasd) et secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, en présence de personnalités sahraouies aux côtés de délégations représentant plusieurs pays, des organisations et des associations de la société civile.

Selon les organisateurs, il est prévu la tenue d'une série de manifestations et activités commémoratives dans les territoires libérés, dont des parades militaires et civiles, ainsi que des expositions retraçant le parcours de la lutte armée contre les forces d'occupation marocaines.

Le 20 mai 1973 demeure une date historique pour le peuple sahraoui qui avait décidé, ce jour-là, de prendre les armes pour arracher son indépendance face à l'occupation d'abord espagnole en suite contre le Maroc, qui avait envahi les territoires sahraouis en 1975.

«La révolution à Seguia El Hamra et Rio de Oro s'est déclenchée parce qu'il existe un peuple. Ce peuple possède son identité

nationale, sa propre civilisation, ses propres principes, ses propres valeurs, sa propre organisation. Ce peuple existe et survivra à la trahison du colonialisme, à l'agression des régimes réactionnaires et à leurs manoeuvres», avait écrit le défunt El Ouali Mustafa Sayed, premier secrétaire général du Front Polisario, mort en martyr en juin 1976.

Le 20 mai 1973, un groupe de combattants sahraouis avait décidé d'attaquer le poste espagnol d'El Khanga, à l'est de la ville de Smara. Cette opération annonçait alors le déclenchement de la lutte armée dans le Sahara occidental, suivant les résolutions prises dix jours avant, le 10 mai exactement, lors du congrès constitutif du Front Polisario qui avait décrété dans son texte fondateur que «c'est par le fusil que la liberté sera arrachée».

L'Armée de libération populaire sahraouie (Alps) devait donc faire face à partir de la fin de l'année 1975 à l'invasion militaire marocaine lors de laquelle des armes lourdes avaient été utilisées parallèlement au bombardement, par l'aviation, des populations, ciblant des femmes, des enfants et des personnes

âgées, morts au napalm et au phosphore.

Face à ces terribles exactions et crimes contre l'humanité, l'Armée sahraouie avait décrété une offensive généralisée contre les forces d'occupation, remportant sur le terrain des victoires militaires et ce, malgré le soutien apporté notamment par l'armée française et israélienne aux forces royales marocaines.

## Une armée redoutable et efficace

La riposte des résistants sahraouis, connaissant parfaitement le relief de la région, avait été décisive. En 1979, l'Armée sahraouie avait lancée une opération d'envoie ayant duré jusqu'à 1983.

«C'était la période la plus charnière de notre guerre de libération», a rappelé le responsable du secrétariat politique du Front Polisario, Hamma Salama, rencontré par l'APS, lors des festivités de commémoration du 45<sup>ème</sup> anniversaire de la création du Front, au camp des réfugiés sahraouis à Aousserd.

«Les combattants sahraouis avaient réussi, a-t-il ajouté, à pénétrer dans des

bases militaires marocaines dans le sud Maroc en capturant des centaines de soldats et avaient récupéré des véhicules, des chars et des armements divers».

Grâce à ces victoires remportées par l'Armée de libération populaire sahraouie, la Mauritanie, qui avait été impliquée dans ce conflit, a annoncé son retrait et signé en août 1979, à Alger, un accord de paix avec le Front Polisario déclarant qu'«elle n'a et n'aura pas de revendications territoriales ou autres sur le Sahara occidental».

La détermination des forces sahraouies et l'efficacité de ses attaques ont poussé également le Maroc à ériger, avec l'aide de la France et d'Israël, un mur de défense long de 2.700 kilomètres, abritant sous terre des systèmes des batteries d'artillerie et des lignes de barbelés électrifiés, en plus des millions de mines semées le long de cette barricade de la honte.

Le déploiement de ce dispositif n'avait pas pour autant dissuader les forces de l'armée sahraouie à renoncer à la lutte armée.

«Nous avons réussi à s'adapter à cette situation et à entreprendre des actions ciblées et ordonnées qui provoquaient des pertes importantes dans les rangs de l'ennemi», a confié à l'APS un ancien combattant sahraoui, rencontré lors d'une visite guidée au Musée national de la résistance sahraouie.

L'action diplomatique aidant, les unités de l'armée sahraouie avaient parvenu à forcer le régime marocain à accepter en 1991 le plan de paix sous l'égide des Nations unies, qui prévoyait un cessez-le-feu et la tenue d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui.

Et depuis, le Maroc ne cesse de dresser des obstacles et contourne, par l'aide de la France, les résolutions de l'ONU exigeant la tenue d'un référendum de l'autodétermination du peuple sahraoui, défiant ainsi la légalité internationale.

La lutte armée, qui avait duré 16 ans, est relatée aujourd'hui en détails à travers des documents inédits, des illustrations et des objets historiques conservés dans le Musée national de la résistance sahraouie.

Toutes les prises de guerre, entre autres, des chars, des débris d'avions abattus, des bombes jetées sur les populations, des mines anti-personnels, des fusils mitrailleurs, des lances roquettes et autres types de missiles ainsi que des systèmes de radar et de communication sont visibles dans la galerie du Musée.

«Il s'agit là, d'un véritable témoin de la guerre héroïque menée contre les forces d'occupation marocaine par les Sahraouis sous la houlette du Front Polisario, unique et légitime représentant du peuple sahraoui», a-t-on souligné.

R. T.

## A son 30<sup>ème</sup> jour, Claude Mangin-Asfari suspend sa grève de la faim

**L**a militante française Claude Mangin-Asfari a suspendu jeudi sa grève de la faim, entamée il y a 30 jours, se disant «confiante» en la parole de la représentation nationale et du gouvernement français.

«Confiante en la parole de la représentation nationale et en celle du gouvernement, je déclare en ce jour jeudi 17 mai 2018 que je suspends ma grève de la faim», a-t-elle annoncé au cours d'une conférence de presse organisée à la

mairie d'Ivry-sur-Seine.

«Je sais qu'avec moi, vous resterez tous très vigilants pour que cette parole soit tenue», a-t-elle ajouté, rappelant que lors de son intervention à l'Assemblée nationale française, le député Jean-Paul Lecoq l'a appelée à ce qu'elle suspende son mouvement «jusqu'à ce que les négociations en cours aboutissent». La militante française pour la cause sahraouie est entrée en grève de la faim illimitée le 18 avril pour protester

contre son empêchement la veille par les autorités marocaines de rendre visite à son époux, le militant sahraoui Naâma Asfari, et son expulsion pour la quatrième fois en deux ans, rappelle-t-on.

«Effectivement, j'ai été entendue», a-t-elle dit, tenant pour preuve les courriers reçus des autorités françaises, les négociations en cours «qui m'ont été rapportées par le sous-directeur Maghreb». Mardi, le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-

Yves Le Drian, interpellé à l'Assemblée nationale française par le député Lecoq, avait indiqué que la France a demandé au Maroc de laisser Claude Mangin de rendre visite à son mari. «Des démarches ont été effectuées auprès des autorités marocaines afin de les sensibiliser sur le cas de Mme Claude Mangin et de solliciter immédiatement la possibilité pour elle de se rendre au Maroc pour simplement rendre visite à son mari», a-t-il dit, soulignant que

le président Emmanuel Macron et le Premier ministre Edouard Philippe suivent de «très près» sa grève de la faim et sont «régulièrement tenus informés» de sa situation.

Claude Mangin-Asfari, qui a remercié tous ceux qui l'ont soutenu et se sont solidarisés avec elle durant sa grève de la faim, dans laquelle elle s'est lancée «avec détermination, convaincue qu'elle serait entendue».

R. T.



Solidarité nationale

# Les associations appelées à être plus présentes sur le terrain

La présidente du Croissant-Rouge algérien (CRA), Saïda Benhabiles, a appelé jeudi les associations à faire preuve d'une meilleure présence sur le terrain de la solidarité envers les personnes qui se trouvent en situation de besoin.



**S'**exprimant sur les ondes de la Radio nationale, la première responsable du CRA a regretté que «des associations n'existent que sur le papier» alors qu'elles devraient accompagner les efforts de l'Etat en matière de solidarité avec les catégories nécessiteuses, estimant que ces associations qui ne se manifestent que pour réclamer des subventions publiques «constituent un dossier à ouvrir afin de mettre celles-ci devant leurs responsabilités». Mme Benhabiles a fait également le constat, selon lequel les habitudes de solidarité qui est une valeur ancestrale de la personnalité algérienne tendraient à céder devant l'indivi-

dualisme, saluant cependant «l'élan de solidarité» qui s'exprime de manière spontanée au sein de la société, notamment durant les crises. Plaidant pour l'élaboration d'un fichier national des personnes en difficulté, elle s'est déclarée favorable à l'organisation d'une rencontre nationale pour remédier à la situation que vivent «les laissés pour compte», annonçant que son organisation est en train de développer, des opérations de solidarité avec des pays, notamment le Mali, le Niger ou la Libye ainsi que des actions dans les zones frontalières, les Hauts-Plateaux et les régions montagneuses afin de venir en aide aux Algériens défavorisés. Pour rappel, la ministre de la Solidarité nationa-

le, de la Famille et de la Condition de la femme, Ghania Eddalia, a fait état récemment d'un projet de stratégie visant à assurer une meilleure prise en charge des catégories vulnérables dans la société et consolider les programmes et mécanismes en matière d'accompagnement et d'assistance.

Dans une allocution à l'ouverture d'un séminaire national sur le rôle des Cellules de proximité de solidarité (CPS) dans le développement social, la ministre a mis en évidence la nécessité d'éclaircir les points de vue auprès de l'ensemble des acteurs autour de la stratégie qui devra être adoptée en vue d'assurer une meilleure prise en charge des catégories

vulnérables, à travers la détermination de mécanismes à même de consolider les programmes entrepris en matière d'accompagnement et d'assistance. Elle a souligné que cette stratégie devra «contribuer à relever le niveau de la prise en charge des catégories vulnérables au sein de la société» et s'inscrit au titre des programmes d'accompagnement, fondés notamment sur les campagnes de sensibilisation qui focalisent sur les opérations d'insertion sociale et sur la construction des capacités des personnes fragiles et leur ouvrir les espaces de participation à même de leur permettre d'accéder à des emplois ou d'établir des microprojets.

R. T.

Alger

## Ouverture de 30 restaurants de rupture du jeûne

**L**e commissariat des Scouts musulmans algériens (SMA) de la wilaya d'Alger supervise, durant le mois de Ramadhan, 30 restaurants de rupture du jeûne, offrant plus de 4 000 repas par jour, a indiqué jeudi Rachid Boudina, commissaire des SMA de la wilaya.

30 restaurants de rupture du jeûne ont été ouverts à Alger à l'occasion du mois sacré, assurés par près de 650 membres des SMA et des bénévoles, sous la supervision de la wilaya d'Alger et des SMA, a précisé M. Boudina dans une déclaration.

Il a fait savoir que le nombre de repas dépassera 3 000 repas par jour, qui s'ajoutent aux 650 repas distribués aux familles, ajoutant que le nombre des couffins de Ramadhan distribué s'élève à plus de 2 000 couffins au niveau de 30 communes.

Des restaurants d'iftar collectif seront également ouverts à proximité de la voie rapide des Eucalyptus et au niveau de certaines stations de voyageurs, a souligné le même responsable.

M. Boudina a indiqué, qu'à partir du 5 Ramadhan jusqu'au 27, des concours de

récitation du Saint Coran seront organisés au niveau de la Grande-Mosquée d'Alger avec la participation de 400 candidats (garçons et filles) répartis en cinq groupes, en coordination avec la direction des affaires religieuses de la wilaya d'Alger.

Les services de la wilaya d'Alger ont affecté une enveloppe financière de près de 14 milliards de centimes destinée aux familles nécessiteuses à Alger dans le cadre des opérations de solidarité durant le mois de Ramadhan.

H. Y.

## Ramadhan à Oran Cours d'éducation sanitaire dans les mosquées

Trente-cinq médecins ont été mobilisés à Oran pour animer des séances d'éducation sanitaire durant le mois de Ramadhan, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya de la santé et de la population.

Ces médecins, qui ont reçu une formation de 15 jours, se rendront dans les grandes mosquées de la wilaya pour sensibiliser et orienter les citoyens souffrant de maladies chroniques, dont le diabète et l'hypertension artérielle (HTA), qui prennent en général plus de trois médicaments par jour, a indiqué le chef de service prévention à la DSP.

Ces séances, qui débuteront à partir de jeudi entre la prière d'El Asr et du Maghreb, visent à éclairer les malades chroniques sur un régime alimentaire sain durant le mois du carême et la prise de médicaments, ainsi que sur les risques qu'ils peuvent encourir surtout entre 13 et 15 heures, a ajouté le Dr Boukhari Youcef.

Le responsable a souligné que les complications liées aux maladies chroniques apparaissent après 15 jours de jeûne. Les urgences médicales accueillent souvent des diabétiques présentant des cas d'hypo et d'hyperglycémie.

En outre, une équipe médicale spécialisée s'est lancée dernièrement dans la sensibilisation dans les mosquées dans la commune de Bethioua et la localité de Sidi Maârouf et à Haï El Hamri à Oran.

H. T.

## Distribution de produits alimentaires

### Un point de vente ouvert à Tindouf

Un point de vente de la société de distribution et conditionnement des produits alimentaires de base Dicopa relevant du groupe Agrodif, a été ouvert mercredi au marché de proximité du quartier El Moustakbel à Tindouf.

Premier du genre dans les wilayas du Sud, ce point de vente met à la disposition du citoyen des produits alimentaires de première nécessité à des prix étudiés, a précisé le directeur général de la société, Rafik Bouzidi.

L'ouverture de ce point de vente, l'un des 20 déployés à travers le pays, coïncide avec le mois sacré de Ramadhan et vise à créer un équilibre des prix dans le marché local et donner l'occasion au citoyen à Tindouf d'acquiescer des produits de base aux mêmes prix pratiqués dans les autres régions du pays.

Le directeur du commerce de la wilaya, Brahim Maâif, a salué l'initiative qui, a-t-il dit, constitue la concrétisation d'un précédent engagement de la société Dicopa, et qui «apportera un plus» à l'activité commerciale locale, surtout que la wilaya avait par le passé connu quelques perturbations dans l'approvisionnement en produits alimentaires.

Les prix proposés par cette société sont raisonnables comparativement à ceux exercés au niveau des commerces locaux, a souligné le responsable en appelant à veiller à la disponibilité des produits de consommation de base et au plafonnement de leurs prix afin d'être à la portée des faibles bourses.

B. L.



Bouira

# Thachachith, un vieux site historique menacé de disparition



**Riche de plus de 200 ans d'histoire, le vieux site archéologique de Thachachith, situé sur l'une des collines dominant le village de la Crête rouge relevant de la commune d'El-Adjiba (Est de Bouira), est toujours à l'abandon et il continue de subir de sérieuses dégradations causées par les aléas climatiques, malgré la promesse des autorités locales pour sa classification.**

Une visite sur les lieux permet à tout visiteur de constater des vestiges émergeant à peine de la terre, ainsi que d'autres fragments de poteries. Des jarres en terre cuite sont dispersés à même le sol, usés par l'érosion du temps et des conditions climatiques. «Si rien n'est fait dans l'urgence, c'est tout un pan de l'histoire qui disparaîtra», a averti Fahem Bahi, un des jeunes citoyens de la localité.

Thachachith est un site archéologique romain remontant à 200 ans. Situé dans la partie haute de la Crête rouge, il s'étend sur une superficie de 45 hectares. Les premières découvertes ont été effectuées il y a déjà plusieurs années sans que cela attire l'attention des responsables du secteur et des autorités locales, qui ont promis, d'ailleurs, de classer ce merveilleux site historique.

Le site est situé également dans un terrain privé, «ce qui rend très difficile la restauration des vestiges actuellement

en ruine. De grosses pierres utilisées par les romains pour la construction d'un monument restent un témoin de cette période historique» qu'a connu ce lieu chargé d'histoire, a expliqué à l'APS le directeur par intérim de la culture de la wilaya, Miloud Khider.

Selon les témoignages de riverains, le sous-sol de ce site renfermerait des pans entiers d'une civilisation, mais aussi de trésors cachés. Des trésors, à l'image de ans la mesure les reliques retrouvées sur place proviendraient d'une époque estimée entre le 1er et 11e siècle avant Jésus-Christ, selon les archéologues de la direction de la culture de Bouira.

## Le site laissé aux mains des pilliers et des bergers

L'abandon depuis de longues années, le site Thachachith est livré aux mains des pilliers et des bergers de cette région montagneuse et agricole. Des bergers viennent faire paître leurs troupeaux ici car le site est complètement abandonné. «Les différents vestiges sont ruinés et ils sont restés sous les herbes. Certains bergers et autres individus viennent pour piller le site et toutes ces pièces historiques», a confié Fahem à l'APS.

Outre le pillage, le site est aussi menacé par l'avancée du béton. D'ailleurs, certains habitants de ce village ont déjà construit leurs maisons sur le périmètre de ce site, a-t-on constaté sur place. Si certains propriétaires avaient fait part de leur volonté de céder leurs terrains pour la restauration et la préservation du site, d'autres ont refusé.

«Le site est complètement détruit. Il n'y a eu aucune étude ou action pour sa

restauration. Dans ce cas, je dois retravailler ma terre et construire ma petite maison ici du moment qu'il est abandonné», a expliqué Ilyes, un des propriétaires d'un lopin de terre, méconnaissant apparemment la valeur historique du site.

D'autres propriétaires ne demandent que des indemnités si les autorités locales de la wilaya veulent restaurer ce site, situé à quelques encablures de la station climatique de Tikjda.

## Les associations locales appellent à la restauration du site

Une étude avait été lancée il y a quelques années par les autorités locales après une demande locale, mais elle est à l'arrêt actuellement pour des raisons inconnues. Sur cette question, le directeur par intérim de la culture de la wilaya de Bouira a expliqué que la nature privée de la propriété du site a rendu difficile la restauration des vestiges historiques de Thachachith.

Les citoyens de la Crête rouge ainsi que les associations locales ont interpellé le wali de Bouira, Mustapha Limani, lors d'une rencontre tenue en février dernier avec la société civile à Bechloul (Est de Bouira) pour la restauration et la prise en charge du site archéologique de Thachachith, mais aucune suite n'a été donnée depuis cette date.

Les associations locales, à l'instar de «Les amis de Salah Saâdaoui» demandent, notamment, l'intervention des autorités de la wilaya pour la restauration et la sauvegarde de cet important site historique et touristique, pourtant classé et enregistré comme patrimoine national depuis 2009.

R. R.

Laghouat

## Inscription de la 1<sup>ère</sup> tranche du dédoublement de la RN-23

La première tranche du projet de dédoublement de la RN-23, sur son tronçon traversant le territoire de la wilaya de Laghouat, vient d'être inscrite, après validation du projet par le ministère des travaux publics et des transports, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya. L'inscription de ce tronçon de 15 km, entre les PK-316 et 331, entre Laghouat et Aflou, est effectuée au titre de la Loi de finances de 2019, a précisé la même source en signalant la finalisation de l'étude technique de ce projet long de 155 km, prévu en de huit tranches, pour une incidence financière de 20 milliards DA.

Le wali de Laghouat, Ahmed Meguellati, avait instruit les responsables du secteur des travaux publics pour procéder à la préparation de toutes les procédures techniques liées au projet pour les transmettre au ministère. Reliant sur une distance de 398 km la wilaya de Mostaganem à celle de Laghouat, via celles de Relizane et Tiaret, cette route revêt une grande importance économique pour la région, avec une densité de circulation de plus de 5.760 véhicules/jour, a indiqué la direction des travaux publics et des transports de la wilaya.

H. M.

Lutte contre les incendies à Mila

## Installation de deux colonnes mobiles

Deux colonnes mobiles de Protection civile seront mises en place dans les communes de Chigara et de Tessala Lemtaï en prévision de la prochaine saison estivale afin de lutter contre les feux de forêts, a révélé jeudi le directeur local de ce corps constitué, Mohamed -Reda Merbah.

La mise en place de ces colonnes mobiles à proximité du couvert végétal le plus exposé aux feux de forêts, a pour but de permettre une intervention rapide et efficace des éléments de la Protection civile, a indiqué le responsable.

Il a rappelé que l'intervention des services de la Protection civile s'effectue en coordination avec les services de la conservation des forêts ainsi que les services communaux.

M. Merbah a assuré que les services de la Protection civile mettent les dernières retouches à son plan d'action visant la lutte contre les feux de forêts durant la prochaine saison estivale, dont le lancement officielle intervient le 1er juillet. Pour rappel, les incendies enregistrés l'année dernière dans la wilaya de Mila, ont dévasté 240 hectares de couvert végétal, dont 80 hectares de forêts.

H. L.

Tissemsilt

## Remise des clés de 180 logements publics locatifs

Les clés de 180 logements publics locatifs (LPL) ont été remis dernièrement à Ouled Bessam (Tissemsilt) à leurs bénéficiaires.

Cette opération, menée par les autorités de la daïra de Tissemsilt en collaboration avec l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) et le président de l'APC de Ouled Bessam, a consisté en la remise de clés et de pré-affectations de ces logements de type F3, a-t-on indiqué à la Direction de wilaya de l'habitat.

Les services de la daïra ont recensé 600 demandes de logements publics locatifs dans cette commune. Les travaux de réalisation de 220 LPL à Ouled Bessam ont enregistré un taux d'avancement «appréciable», a-t-on fait savoir. Cette collectivité a bénéficié, depuis le quinquennat 2005-2009 et jusqu'à fin du premier trimestre de l'année en cours, d'un programme d'habitat de 920 logements publics et de résorption de l'habitat précaire (RHP) dont 430 réceptionnés à ce jour.

T. L.



# CONFLITS

Empoisonnement

## L'ex-espion russe, Sergueï Skripal, est sorti de l'hôpital

L'ex-espion russe Sergueï Skripal, empoisonné à l'agent innervant, est sorti de l'hôpital de Salisbury (sud-ouest de l'Angleterre) où il était soigné depuis le 4 mars, a annoncé vendredi le service de santé public NHS England.



«**C'**est une nouvelle fantastique que Sergueï Skripal se sente assez bien pour quitter l'hôpital de Salisbury", a déclaré la directrice générale de l'hôpital Cara Charles-Barks, citée dans un communiqué. L'empoisonnement de M. Skripal et sa fille Ioulia a provoqué une grave crise diplomatique entre Londres, soutenue par ses alliés occidentaux, et Moscou, accusée d'être responsable de l'empoisonnement survenu début mars, mais qui nie vigourement toute implication.

Cette crise s'est traduite par la plus importante vague d'expulsions croisées de diplomates de l'histoire.

Sergueï Skripal et sa fille avaient été retrouvés inconscients, le 4 mars, sur un banc à Salisbury, où vit l'ex-espion de 66 ans. La police britannique

estime que les Skripal sont entrés en contact avec le poison au domicile de Sergueï, où sa fille était venue lui rendre visite de Russie. Au total neuf sites, dont trois situés dans le centre-ville, ont dû être décontaminés.

Les patients, le personnel et les habitants de Salisbury ont «traversé des moments difficiles avec cet incident», a souligné Mme Charles-Barks, se réjouissant que les trois personnes contaminées aient pu toutes quitter l'hôpital.

Ioulia Skripal est sortie de l'hôpital le 11 avril tandis que le policier Nick Bailey, le premier à leur avoir porté secours, et qui avait également été victime de l'agent innervant, est sorti dès le 22 mars.

Ancien colonel du service de renseignement de l'armée russe, Sergueï Skripal avait été accusé de «haute trahison» pour avoir vendu des informations au renseignement britan-

nique, et condamné en 2006 à 13 ans de prison. En 2010, il avait fait l'objet d'un échange de prisonniers entre Moscou, Londres et Washington, et s'était installé en Angleterre.

Londres accuse la Russie de les avoir empoisonnés avec un agent neurotoxique de conception soviétique appelé Novitchok, ce que Moscou a fermement démenti.

Le 12 avril, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (Oiac) avait confirmé l'analyse britannique sur l'identité du poison utilisé, précisant que la substance chimique était d'une «grande pureté».

Pour l'équipe médicale, soigner les trois victimes de l'empoisonnement a représenté un «défi énorme et sans précédent», a déclaré dans le communiqué du NHS England, la directrice des soins infirmiers, Lorna Wilkinson. Le rétablissement de Sergueï Skripal se

déroulera «désormais loin de l'hôpital», dans un lieu non précisé.

A sa sortie de l'hôpital, Ioulia Skripal avait décliné l'aide consulaire russe, selon la police britannique.

Selon les médias britanniques, elle avait été emmenée en lieu sûr par les autorités britanniques. Cela avait provoqué l'ire de l'ambassade russe, qui avait estimé sur Twitter qu'elle était «retenue en otage».

«Dans l'intérêt de la sécurité de Sergueï et de Ioulia, nous ne parlerons d'aucun des dispositifs de protection ou de sécurité en place», indique Scotland Yard dans un communiqué diffusé vendredi. La police souligne par ailleurs qu'«il s'agit d'une enquête complexe et les détectives continuent de rassembler toutes les preuves pour établir les faits et les circonstances de cette horrible attaque».

AFP

Syrie

## Les sanctions internationales aggravent la crise humanitaire

Les sanctions internationales à l'encontre de la Syrie «exacerbent la crise humanitaire» dans le pays en crise depuis 2011, a déploré jeudi un expert de l'ONU en déplacement à Damas.

Après le début du conflit en Syrie, les puissances occidentales, Etats-Unis et Union européenne en tête, ont adopté des sanctions économiques avec pour but d'affaiblir le gouvernement syrien, ciblant, notamment les secteurs bancaire et pétrolier.

«Une conséquence involontaire des sanctions unilatérales contre la République arabe syrienne c'est que le peuple syrien est privé de ses besoins humanitaires urgents», indique dans un communiqué Idriss Jazairy, expert nommé par le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU.

Selon l'expert, «le manque de clarté» concernant les «exemptions» dont devraient profiter les organismes humanitaires ont conduit les «banques, les assurances, les compagnies de transport, et les vendeurs de produits humanitaires, à ne pas traiter avec toute personne liée à la Syrie».

Avec la manière dont les sanctions sont appliquées, «les acteurs économiques et humanitaires sont obligés de trouver des mécanismes de paiement irréguliers, ce qui augmente les coûts, ajoute des retards et fait que dans certains cas le travail ne peut pas continuer», déplore M. Jazairy.

Il cite l'exemple des «pièces de rechange» qui permettent d'assurer la continuité du service dans divers secteurs, que ce soit pour «l'équipement médical, l'approvisionnement en électricité et en eau, les tracteurs, les ambulances, les bus et les usines».

«Les dommages sur l'économie ont un impact humain, direct et sans distinction qui touchent particulièrement les plus vulnérables», ajoute-t-il.

La crise en Syrie a fait revenir trois décennies en arrière l'économie du pays, avec des infrastructures en majorité détruites et la moitié de la population en âge de travailler au chômage. La production pétrolière est quasiment à l'arrêt.

R. K.

Pakistan

## Les autorités déjouent un grave attentat

Les forces de sécurité du Pakistan ont réussi à déjouer jeudi un grave attentat dans la ville de Quetta (sud-ouest) en tuant cinq kamikazes, a annoncé l'armée. L'objectif des assaillants était un bureau local des forces paramilitaires frontalières (FC).

«Un véhicule chargé d'explosifs transportant cinq kamikazes a tenté de pénétrer dans le centre d'aide des FC. Les vigilants soldats des FC ont ouvert le feu sur les terroristes et les ont tués», Quatre soldats ont été blessés lors d'un échange de tirs avec les assaillants.

L'échec de cet attentat intervient quelques heures après qu'un kamikaze a frappé un convoi des FC à Nowshera (nord-ouest) en blessant 10 personnes.

Ces deux attaques arrivent aussi 24 heures après la mort de Salman Badeni, tué par les forces pakistanaises. Cet islamiste, recherché pour plus de 100 meurtres, a trouvé la mort aux environs de Quetta, capitale du Balouchistan.

Aucun groupe n'a revendiqué les deux attaques de jeudi, mais l'armée estime que la tentative d'attentat à Quetta constitue la riposte à la mort mercredi de Badeni.

Badeni était le commandant provincial du groupe extrémiste Lashkar-e-Jhangvi (LeJ), considéré comme l'un des plus violents au Pakistan. On attribue au LeJ la mort de centaines de chiites au Pakistan, en particulier au Balouchistan.

L. H.

Ghaza

## L'Egypte ouvre sa frontière exceptionnellement un mois pour le Ramadan

Le président égyptien a ordonné l'ouverture exceptionnelle un mois de la frontière avec Ghaza à l'occasion du mois du Ramadhan, après des protestations massives durant lesquelles environ 60 Palestiniens ont été tués lundi par les forces d'occupation israélienne à la barrière entre Israël et la bande de Ghaza, ont rapporté vendredi des médias.

Le président Sissi a indiqué jeudi sur sa page Facebook que cette décision avait été prise «pour alléger les souffrances» des habitants de l'enclave palestinienne. La bande de Ghaza est soumise à un blocus israélien depuis plus de 10 ans.

Le terminal de Rafah frontalier de l'Egypte, la seule ouverture de la bande de Ghaza sur le monde qui ne soit pas contrôlée par Israël, a été largement fermé ces

dernières années, Le Caire invoquant des menaces pour la sécurité du pays.

L'ouverture de la frontière a été annoncée quelques heures avant une réunion prévue à Istanbul des dirigeants du monde musulman pour faire condamner Israël après la bain de sang du lundi dans la bande de Ghaza.

Ce «sommet extraordinaire» de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) sera présidé par le chef de l'Etat turc, Recep Tayyip Erdogan. Un immense rassemblement populaire de soutien aux Palestiniens est également prévu dans l'après-midi à Istanbul.

Le président égyptien avait déclaré mercredi soir être «en contact» avec Israéliens et Palestiniens pour que cesse l'effusion de sang, dans la bande de

Ghaza. La dernière fois que le passage de Rafah a été ouvert pour une période relativement longue, c'était en 2013 pour trois semaines.

Les chefs de la diplomatie arabes réunis jeudi en session extraordinaire au Caire, à la demande de l'Arabie Saoudite, ont réclamé une enquête internationale sur les «crimes» israéliens, après le bain de sang de lundi dans la bande de Ghaza, la journée la plus meurtrière du conflit israélo-palestinien depuis 2014.

Les manifestations lundi dans l'enclave palestinienne ont coïncidé avec l'inauguration à El Qods de l'ambassade des Etats-Unis en Israël, cinq mois après la décision du président Donald Trump de considérer El Qods comme capitale d'Israël.

Reda A.





Inquiétude en RDC

# Pour la 1<sup>ère</sup> fois Ebola se propage en zone urbaine

Le virus Ebola qui sévit en République démocratique du Congo (RDC) a atteint pour la première fois une zone urbaine où un cas a été confirmé par les autorités et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), qui parle d'une "situation très préoccupante".



**"U**n nouveau cas (...) a été confirmé à Wangata, l'une des trois zones sanitaires de Mbandaka, une ville de près de 1,2 million d'habitants de la province de l'Équateur dans le nord-ouest de la RDC", a indiqué l'OMS. "L'arrivée d'Ebola dans une zone urbaine est très préoccupante et l'OMS et ses partenaires travaillent ensemble pour intensifier rapidement la recherche de tous les contacts du cas confirmé dans la région de Mbandaka", a déclaré le Dr Matshidiso Moeti, directeur régional de l'OMS pour l'Afrique.

Mbandaka étant située sur le fleuve Congo et reliée à Kinshasa

par de nombreuses liaisons fluviales, "il y a un risque réel d'une amplification nationale et régionale" de l'épidémie, a mis en garde Peter Salama, directeur du Programme de gestion des situations d'urgence de l'OMS.

"Nous estimons à plus de 300 personnes (ceux) qui ont été en contact direct ou indirect avec des personnes contaminées par le virus Ebola à Mbandaka", a déclaré à l'AFP un médecin d'un hôpital général de la ville.

Le gouvernement provincial de l'Équateur a fait état vendredi de "trois cas suspects" à Mbandaka, "dont deux se trouvent à l'église du Temps de la fin" et "un cas typique à l'église Makapela", dans un quar-

tier de la périphérie de la commune de Wangata.

Les églises congolaises sont bondées chaque dimanche, de nombreux Congolais se tournant vers la religion, à la recherche de guérison et de solidarité.

D'après les autorités citées par Médecins sans frontières (MSF), "514 personnes auraient été en contact avec des cas connus" de malades d'Ebola. Ces personnes sont "sous surveillance", selon l'OMS.

## Panique

A Mbandaka, l'insouciance constatée jeudi matin a vite tourné à la panique à la mi-journée, lorsque la population a appris par

la radio la confirmation d'un cas d'Ebola dans la ville.

A l'entrée des bars, gargotes et restaurants de fortune et de plusieurs édifices publics, des gens s'alignent pour se laver les mains avec du savon liquide dans des bassines d'eau, selon un correspondant de l'AFP.

"Je cherche un bateau pour quitter Mbandaka (par le fleuve Congo). Les autorités ont laissé la maladie arriver jusqu'ici, nous risquons d'être exterminés dans le camp où les conditions hygiéniques sont mauvaises", a déclaré Constantine Boketshu, épouse de militaire.

"En temps normal, les hôpitaux sont dépourvus de médicaments,

on se demande comment on va sortir vivant, si la maladie se propage dans la ville", s'est interrogée, mère, Adolphine Dikela, vendeuse dans un marché.

A l'aéroport de la ville, les agents du ministère de la Santé prennent la température des voyageurs à l'aide des thermomètres laser. Tandis que dans de nombreux ports de la ville, des voyageurs ne sont pas encore soumis à ce contrôle.

"Je ne viendrai plus vendre mes poissons à Mbandaka pour éviter d'être contaminé par cette maladie et la propager dans mon village où il n'existe aucun centre de santé", a dit à l'AFP Jean-Pierre Kelokelo, pêcheur sur le fleuve Congo.

L'arrivée d'Ebola en zone urbaine intervient alors qu'un lot de 5.400 doses d'un vaccin expérimental contre le virus, en provenance de Genève, a été réceptionné mercredi par les autorités.

Lundi dernier, Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS, avait affirmé que tout était désormais prêt pour le déployer et espérait pouvoir diffuser le vaccin "à la fin de la semaine". "C'est l'objectif que nous visons mais si nous avons des difficultés, (ce sera) à partir de lundi".

Le 8 mai, les autorités de la RDC avaient déclaré une épidémie d'Ebola dans le Nord-Ouest, près du Congo-Brazzaville.

L'OMS a compté au total 44 cas (3 cas confirmés, 20 probables et 21 suspects) et 23 personnes sont mortes, selon un porte-parole de l'OMS.

AFP

Zambie

## Le chanteur et militant Pilato placé en détention

**L**a justice zambienne a ordonné jeudi la mise en détention du chanteur populaire et controversé Chama Fumba, arrêté mercredi à son retour dans son pays qu'il avait fui, craignant pour sa vie.

Chama Fumba, plus connu sous le nom de Pilato, avait été arrêté par des policiers en civil à son arrivée en provenance d'Afrique du Sud, après quatre mois passés à l'étranger.

Il avait fui la Zambie après avoir reçu des menaces de partisans du

Front patriotique, le parti au pouvoir, à propos de sa chanson "Koswe Mumpoto" ("Un rat dans le plat"). Beaucoup de gens ont vu dans cette chanson des accusations de corruption contre le président Edgar Lungu et ses ministres.

Un mandat d'arrêt avait été délivré le mois dernier dans une autre affaire contre Pilato qui, étant à l'étranger, ne s'était pas présenté au tribunal où il aurait dû comparaître. Pilato, ainsi que cinq autres militants, étaient attendus au tribunal pour avoir dénoncé l'an dernier

l'achat de 42 véhicules de pompiers au prix d'un million de dollars chacun, un exemple de corruption, selon les critiques.

Accusés d'avoir manifesté illégalement aux abords du parlement, ils ont tous plaidé non coupables lorsqu'ils ont comparu devant un magistrat jeudi. Le magistrat Mwaka Mikalile a ordonné jeudi que seul Pilato soit détenu jusqu'au 21 mai pour ne pas s'être présenté devant la justice précédemment. L'avocat du chanteur, Keith Mweemba, a déclaré à

la cour que Pilato n'allait pas s'échapper et avait fui la Zambie à cause de menaces sur sa vie.

Pilato a présenté des preuves à la cour, y compris un CD dans lequel des partisans du PF promettent de s'en prendre à lui.

A la fin de l'audience de jeudi, le chanteur a serré ses cinq coaccusés dans ses bras avant d'être emmené dans une cellule dans les locaux de la cour.

L'une des militants qui comparait également, Laura Miti, a assuré que la lutte anticorruption

se poursuivrait "malgré cette arrestation". "Tous les deux jours, il y a de nouvelles révélations de corruption", a-t-elle dit à la presse. "Nous venons juste d'apprendre que le président est en train d'acquérir des terres au Swaziland, et donc nous continuons à demander des comptes". Selon des médias locaux en Zambie et au Swaziland, le président Lungu a l'intention de faire construire un manoir de 3,9 millions de dollars (3,3 millions d'euros) au Swaziland.

AFP

Tunisie

## Baisse du déficit budgétaire à fin mars 2018

**L**e déficit budgétaire de la Tunisie s'est réduit de 41,7% au cours du premier trimestre, pour se situer à 1.079,4 millions de dinars tunisiens (DT), soit 424 millions de dollars (USD) fin mars 2018, contre 1.852,3 millions DT (729 millions USD), à la même date de l'année écoulée.

Selon un rapport sur les "résultats provisoires de l'exécution de budget de l'Etat", publié par le ministère des Finances, le déficit budgétaire, à ce rythme, ne devrait pas atteindre au terme de l'année en cours les 5.216 millions DT (2.000 millions USD), prévus dans

la loi de finances 2018, soit l'équivalent de 4,9% du PIB.

Cette amélioration a été induite notamment par une progression notable des recettes non fiscales à 901,1 millions DT (356 millions USD), durant le premier trimestre 2018, contre 279,3 millions DT (110,5 millions USD) durant la même période de 2017.

Elle provient des recettes réalisées, essentiellement, en matière de revenus des participations et des entreprises publiques (396 millions DT, soit 156,8 millions USD, en mars 2018, contre 5,9 millions DT ou 2,3 millions USD,

en mars 2017) et de la relance de la commercialisation de carburants qui ont apporté au budget 150 millions DT (59 millions USD) en 2018, contre des ventes nulles, à la même date en 2017.

L'évolution des recettes non fiscales, a été accompagnée d'une légère baisse des ressources d'emprunt (2111,7 millions DT, soit 835 millions USD), par rapport aux prévisions de la loi de finances 2018, et particulièrement les emprunts extérieurs (677,4 millions DT- 267,8 millions USD- au cours des trois premiers mois de 2018 contre 879,2 mil-

lions DT ou 347,7 millions USD durant la même période de 2017).

Le département des Finances a expliqué le déficit budgétaire par la hausse des charges de remboursement de la dette extérieure qui était de 458,4 millions DT (181 millions USD) en mars 2018, contre 285,7 millions DT (112,7 millions USD) en 2017, de la dette intérieure (460,6 millions DT/182 millions USD contre 382,3 millions DT/151 millions USD) et des intérêts de la dette (919 millions DT/363,6 millions USD contre 668 millions

DT/264,5 millions USD).

En revanche, les dépenses de gestion ont baissé de 5.504,2 millions DT (2179,5 millions USD) en mars 2017, à 4.964,7 millions DT (1.966 millions USD) en mars 2018. Le ministère a révélé, dans le même document, que le déficit est comblé, jusque-là, moyennant des financements intérieurs nets. S'agissant de la dette extérieure de la Tunisie, le département a fait savoir que 47,8% de l'encours de cette dette sont en euros, 27,3% en dollars, 11,4% en yen et 13,5% en d'autres devises.

R. I.



# L'accord sur le nucléaire iranien doit continuer sans les États-Unis

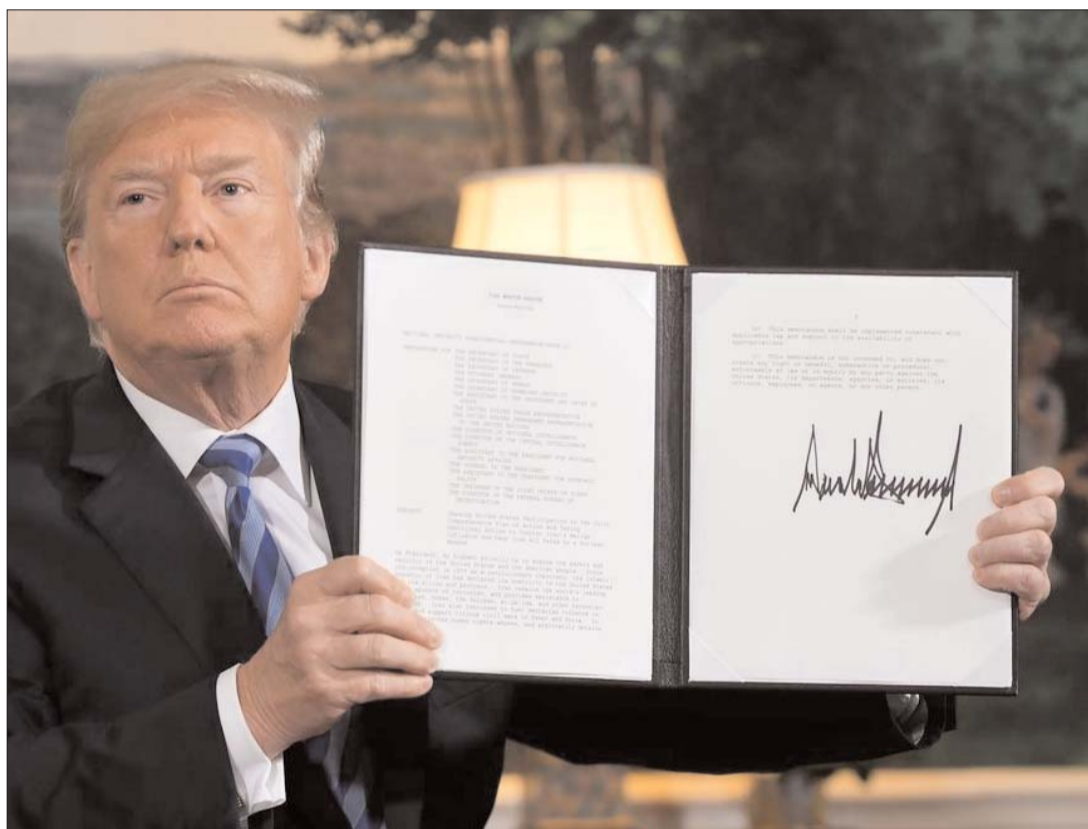
**Il est important que l'Europe prenne ses distances avec la position américaine et coopère avec les différents acteurs pour sauver l'accord en l'état. Pour ce faire, Bruxelles, Pékin et Moscou doivent mettre de côté leurs différents pour agir conjointement. Le retrait des États-Unis doit être dénoncé et condamné comme une violation des obligations internationales et de l'esprit de la résolution 2231 du Conseil de Sécurité. D'autant plus que les clauses désirées par les États-Unis ou par Israël dans une potentielle renégociation de l'accord - le contrôle du programme balistique ou l'influence iranienne au Moyen-Orient - semble relever d'autres considérations géopolitiques que celle concernée par l'accord, c'est-à-dire la non-prolifération des armes nucléaires.**

Par Solène Vizier

« **J'** annonce aujourd'hui que les États-Unis vont se retirer de l'accord nucléaire iranien ». Très attendue, la déclaration de Donald Trump à la Maison Blanche ce mardi 8 mai a réalisé les pires craintes de la communauté internationale. Par ces mots, il a annoncé le retrait pur et simple des États-Unis de l'accord de Vienne de 2015, et a rétabli unilatéralement les sanctions envers Téhéran à leur plus haut niveau. Cette annonce intervient à quatre jours de la fin de l'ultimatum de Trump lancé le 12 janvier dernier à l'Europe pour la négociation d'un nouvel accord plus large avec Téhéran, et une semaine après la spectaculaire déclaration d'Israël quant à la découverte de « preuves concluantes » sur l'existence d'un plan secret appelé AMAD que l'Iran pourrait activer à tout moment pour se doter de la bombe atomique.

« Un espoir pour le monde entier », tels étaient pourtant les mots de Federica Mogherini qualifiant l'accord de Vienne, ou Plan Global d'Action Conjoint (JCPOA) signé le 14 juillet 2015. Par là-même, la Haute-Représentante pour la Politique Étrangère et de Sécurité Commune montrait toute l'importance de l'aboutissement des discussions entre les 5 membres permanents du Conseil de Sécurité, l'Allemagne (P5+1) et l'Iran, au terme de 13 ans d'âpres négociations. Bien que l'Iran n'ait jamais reconnu le fait de posséder un programme militaire, le pays avait toujours catégoriquement refusé de cesser son programme d'enrichissement d'uranium, arguant d'un droit inaliénable à connaître le cycle d'enrichissement pour des raisons scientifiques, en vertu de l'article 4 du TNP, que l'Iran a ratifié en 1970. Avant tout, l'Iran chercherait à travers son programme nucléaire une garantie de sécurité, en sanctuarisant son territoire national face à de multiples menaces.

Endossé par le Conseil de Sécurité à travers la résolution 2231 du 20 juillet 2015, le JCPOA a rendu le programme nucléaire militaire iranien impossible tout en autorisant le nucléaire civil, en limitant le taux d'enrichissement d'uranium à 3,67% ou en modifiant les caractéristiques des centres nucléaires iraniens. L'Iran s'est aussi engagé à mettre en œuvre le protocole additionnel au Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP), permettant à l'AIEA de procéder à des inspections intrusives. En échange, les autres signataires s'engageaient à lever les sanctions économiques et commerciales qui pesaient sur le pays depuis 2006. En revanche, les mesures liées à la lutte contre la non-prolifération nucléaire et l'em-



bargo sur les armes ont été maintenus pour une durée de huit ans. Toute violation de l'accord par l'Iran entraînerait un retour automatique des sanctions (snap-back). En janvier 2016, l'AIEA a estimé que l'Iran avait rempli les critères pour une levée des sanctions. L'AIEA a également rappelé le 1er mai que l'Iran se pliait à ses obligations et que le pays n'avait jamais transgressé l'accord.

Pourtant, les États-Unis et Israël n'ont cessé de désavouer l'accord, jusqu'au retrait des États-Unis ce mardi 8 mai. Persuadé de la duplicité du régime iranien et dénonçant les failles de l'accord, Trump souhaitait une inspection plus poussée des sites suspects, une restriction au-delà de 2025, ainsi qu'une limite au développement des missiles balistiques et à l'influence de l'Iran au Moyen-Orient, notamment dans son soutien au régime syrien et au Hezbollah libanais. Il considère également que la levée des sanctions a permis à l'Iran de consacrer d'importantes sommes à son budget militaire. Israël, avec Benjamin Netanyahu à sa tête, s'est pleinement inscrit dans la vision de Trump. Ennemi juré de l'Iran, Israël se perçoit comme une cible désignée par le nucléaire militaire iranien, une impression d'autant plus renforcée par la rhétorique des dirigeants iraniens ayant appelé à plusieurs reprises à la destruction de l'État hébreu. Le 30 avril dernier, lors d'une conférence de presse théâtrale, le président israélien Benjamin Netanyahu dénonçait à son tour le mensonge d'un pays qui aurait continué à développer ses connaissances et son savoir-faire

duals en matière nucléaire pour une reprise future de son programme nucléaire.

La décision de l'administration Trump est une catastrophe aux graves conséquences géopolitiques. Elles seront économiques tout d'abord : les sanctions américaines ont été rétablies envers le régime de Téhéran, touchant aux secteurs énergétiques, aéronautiques ou encore financiers et bancaires. Ces sanctions ont aussi une valeur extraterritoriale. Toute entreprise étrangère ou tout pays commerçant avec l'Iran pourront être sanctionnés, et ne pourront par exemple plus commercer avec les États-Unis. Cela concerne des entreprises comme Total, les constructeurs automobiles allemand Volkswagen et franco-japonais Renault-Nissan ou encore les compagnies aériennes. Les responsables américains ont exigé que les entreprises étrangères se conforment au rétablissement des sanctions, immédiatement pour les nouveaux contrats, et d'ici le 6 août ou le 4 novembre pour les entreprises déjà présentes en Iran. Cela pourrait entraver les volontés européennes de sauver l'accord, alors que les échanges entre l'Union Européenne et l'Iran avaient bondi de plus de treize milliards d'euros entre 2015 et 2017.

Au-delà des considérations économiques, la déclaration de Trump doit surtout s'analyser dans un cadre géopolitique plus large. La signature du JCPOA avait été applaudie par l'ensemble de la communauté internationale et promue comme une victoire de la diplomatie multilatérale. Le retrait des

États-Unis dynamite le système multilatéral. La crédibilité des institutions internationales est mise en doute, tout comme celle des États-Unis et de l'Union Européenne comme des partenaires fiables de négociations. Cette décision pulvérise aussi un principe fondamental du droit international, le « pacta sunt servanda », qui impose l'exécution des traités. Et si le JCPOA a été signé en tant qu'accord, il est devenu contraignant en ayant été endossé par le Conseil de Sécurité des Nations Unies à travers la résolution 2231.

Par-dessus-tout, le retrait des États-Unis du JCPOA est une menace à la non-prolifération nucléaire et à la stabilité d'une zone fracturée par les crises et les guerres. La Turquie a dit « craindre de nouveaux conflits », avec des tensions accrues entre l'Iran et Israël, ainsi qu'avec d'autres acteurs régionaux. Pour Barack Obama, « les États-Unis pourraient se retrouver avec un choix perdant, entre un Iran doté de l'arme nucléaire ou une autre guerre au Moyen-Orient ». C'est particulièrement une atteinte grave au régime de non-prolifération nucléaire. L'Iran a menacé de reprendre ses activités d'enrichissement d'uranium « sans limites » si l'accord était déchiré, et cela pourrait entraîner un effet domino dans la région : les puissances concurrentes – l'Arabie Saoudite, la Turquie, l'Égypte – craignant pour leur sécurité pourraient se lancer dans la foulée dans des programmes nucléaires militaires. L'Arabie Saoudite a d'ores et déjà déclaré qu'elle développerait son propre arsenal

nucléaire si l'Iran reprenait son programme. Cela pourrait aussi nuire aux négociations sur le nucléaire nord-coréen.

Pour sauver le régime de non-prolifération des armes nucléaires et ne pas rajouter de l'instabilité dans une région déjà chaotique, le JCPOA doit désormais continuer sans la présence des États-Unis. Le président iranien Hassan Rohani ne s'est pas opposé à la poursuite de l'accord entre les signataires restants, si les intérêts de l'Iran sont préservés. Il a demandé des garanties aux Européens quant à la poursuite des activités économiques des entreprises européennes en Iran. Des groupes de travail devraient être mis en place dans les semaines à venir pour travailler sur ces garanties. Pour sauver l'accord, les Européens doivent donc obtenir de Washington que leurs entreprises échappent aux sanctions extraterritoriales américaines.

Il va dans l'intérêt de tous de sauver le JCPOA, accord crucial pour la stabilité du Moyen-Orient. L'accord représente une victoire pour le multilatéralisme et pour l'utilisation de la diplomatie comme un outil de paix et sécurité. Il n'est certes pas parfait, mais il a mis un terme à plus de dix ans de négociations au cours desquelles la communauté internationale a craint la menace imminente d'un Iran nucléaire. L'accord de juillet 2015 a atteint l'objet principal des négociations : empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire et limiter la prolifération des armes nucléaires en imposant le démantèlement des structures iraniennes d'enrichissement d'uranium et en autorisant les inspections intrusives de l'AIEA via la signature par l'Iran du Protocole additionnel au TNP. Il faut rappeler que ce système de vérification et l'interdiction de se doter de l'arme atomique ne prendront pas fin au terme des dispositions de l'accord, en 2025. L'Iran y est assujéti à travers les ratifications du TNP et du Protocole additionnel.

Il est donc important que l'Europe prenne ses distances avec la position américaine et coopère avec les différents acteurs pour sauver l'accord en l'état. Pour ce faire, Bruxelles, Pékin et Moscou doivent mettre de côté leurs différents pour agir conjointement. Le retrait des États-Unis doit être dénoncé et condamné comme une violation des obligations internationales et de l'esprit de la résolution 2231 du Conseil de Sécurité. D'autant plus que les clauses désirées par les États-Unis ou par Israël dans une potentielle renégociation de l'accord – le contrôle du programme balistique ou l'influence iranienne au Moyen-Orient – semble relever d'autres considérations géopolitiques que celle concernée par l'accord, c'est-à-dire la non-prolifération des armes nucléaires.

Solène Vizier



# Comment l'Europe va-t-elle réagir à l'abandon de l'accord iranien par Trump ?

**Les gens se demandent comment l'Iran va réagir au retrait des États-Unis du Plan d'action global conjoint signé par l'Iran, les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, la Chine et la Russie en juillet 2015. Moi, je me demande comment l'Allemagne, la quatrième économie mondiale, va réagir. Le mois dernier, lors de son sommet avec Trump, Angela Merkel a réitéré le ferme soutien de l'Allemagne à l'accord. Je me demande comment la France va réagir.**

Par Gary Leupp

**E**mmanuel Macron, qui a également eu un sommet avec Trump le mois dernier, a confirmé le soutien inaltérable de la France. Je me demande comment la Grande-Bretagne va réagir. Theresa May a qualifié l'accord de « vital » et le ministre britannique des affaires étrangères Boris Johnson est allé à Washington pour insister sur la nécessité de maintenir l'accord.

L'Allemagne et la France figurent parmi les dix principaux partenaires commerciaux de l'Iran (malgré les sanctions). Elles veulent accroître leurs échanges commerciaux avec la 27e économie mondiale, ainsi que leurs investissements. Avec son territoire immense, sa population instruite de 80 millions d'habitants, ses riches ressources naturelles et son ouverture de capitaux étrangers, l'Iran apparaît comme une excellente occasion d'investissement.

L'Allemagne représente 60 % des investissements de l'UE en Iran. Elle vend des machines, des métaux, des produits chimiques et des véhicules ainsi que des produits agricoles, et affiche un excédent commercial substantiel avec le pays. Ses investissements ont augmenté d'environ 25 % par an au cours des dernières années. Les capitalistes allemands attendaient

cet accord avec impatience. En janvier, le constructeur automobile iranien Khodro a signé un contrat avec Daimler pour commencer à produire des voitures Mercedes-Benz en Iran cette année. C'est le genre de coopération que les États-Unis veulent maintenant empêcher, en décourageant le financement international et en appliquant des sanctions à ceux qui défont leurs objectifs géopolitiques. On peut s'attendre à voir monter en Allemagne le ressentiment à l'égard des États-Unis s'ils exigent que les capitalistes allemands se soumettent à la politique étasunienne en Iran et ailleurs.

Les frictions au sujet de la politique iranienne s'ajoutent aux difficultés que rencontre l'économie allemande à cause des sanctions contre la Russie. Celles-ci ont été exigées par Washington en 2014, au prétexte de l'agression russe en Ukraine. (En vérité, un coup d'État soutenu par les États-Unis pour provoquer un changement de régime, l'adhésion à l'Otan, l'expulsion de la Russie de ses bases navales historiques en Crimée et leur acquisition par l'Otan a suscité une réaction prévisible de la Russie ; alors Washington a protesté, appliqué des sanctions et exigé de ses partenaires occidentaux qu'ils fassent de même). Une étude de l'année dernière indique que les sanctions ont coûté quelque 65 milliards de dollars à la Russie, et que les contre-



sanctions ont coûté aux États-Unis et à l'Europe plus de 50 milliards de dollars; 40% de ces pertes ont été des pertes allemandes.

Beaucoup d'Allemands influents s'opposent aux sanctions. L'ancien chancelier Gerhard Schröder (prédécesseur de Merkel pendant sept ans) s'oppose aux sanctions (et il dit même qu'il comprend pourquoi la Russie a repris la Crimée). Les ministres-présidents de Saxe-Anhalt et de Thuringe ont tous deux appelé à la fin des sanctions, qui sont particulièrement préjudiciables à leurs économies. La plupart des gens se rendent compte qu'elles ont été adoptées par l'UE sous la pression des États-Unis (avec l'aide du Royaume-Uni, le principal agent de Washington au sein de l'UE, qui en

était encore membre), et qu'elles entraînent l'Union, à son corps défendant, vers une confrontation avec la Russie pour le compte des États-Unis.

Entre-temps, plusieurs guerres impérialistes au Moyen-Orient inondent l'Europe de réfugiés, en particulier l'Allemagne. C'est comme si les États-Unis exigeaient que l'Europe prenne en charge le coût humain de leurs interventions irresponsables et catastrophiques dans des régions voisines de l'Europe. (Nous, on les bombarde, et vous, vous en occupez ! Si vous ne voulez pas les accueillir vous n'avez qu'à construire des murs et mettre en prison les musulmans qui rentrent quand même !).

Comme les États-Unis s'opposent sérieusement au commerce (au « libre-échange ») entre l'Iran et l'Europe, exigeant de nouvelles « sanctions secondaires », les tensions américano-européennes qui ont déjà atteint un niveau sans précédent (étant donné les décisions idiotes des États-Unis comme celles de quitter l'Accord de Kyoto et de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël, sans parler du dégoût général que suscite la présence de Trump à la présidence étasunienne), les tensions entre les deux côtés de l'Atlantique vont probablement augmenter. Trump est déjà très impopulaire en Europe, et les sondages montrent que, pour la première fois, la plupart des Européens ont une vision des États-Unis plus négative que positive.

L'Italie et la Grèce achètent du pétrole brut iranien et soutiennent également le JCPA. En fait, tout le monde le soutient, sauf Benjamin Netanyahu (qui tient Trump par le bout du nez), Trump, le Congrès américain et les monarches sunnites féroceusement anti-chiites, notamment le roi Salman d'Arabie Saoudite. L'accord a été confirmé aux Nations unies par la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité

des Nations-Unies. Si les États-Unis réussissent à le saboter (bien que cela soit sans importance 1, selon Condi Rice), l'Europe sera furieuse. Il en sera de même pour la Russie et la Chine, qui approfondissent leurs liens avec l'Iran. La Chine est le premier ou le deuxième partenaire commercial de l'Iran, rivalisant avec les Émirats arabes unis. Elle a l'intention d'intégrer l'Iran au sein de l'Organisation de Coopération de Shanghai.

En se retirant de l'accord, Trump s'aliène les entreprises européennes qui espéraient profiter d'un énorme gisement de nouvelles opportunités. Il contrarie la Russie et la Chine, même si les États-Unis ne pourront pas entraver leurs transactions commerciales dans la même mesure. Il contrarie l'Inde, un autre partenaire commercial iranien de premier plan, même si Trump a essayé, jusqu'à présent, de cultiver des liens avec le premier ministre Modi. Et aussi le Japon, qui achète du brut iranien (et qui était, jusqu'à ces dernières années, le premier partenaire commercial de l'Iran, avant d'être dépassé par la Chine).

Beaucoup de gens dans le monde se disent : « Ce crétin de président américain est en train de rompre avec le monde entier pour se plier à l'agenda anti-iranien belliqueux (changement de régime) de ce menteur de Netanyahu. Ce n'est pas bon pour le libre-échange, ni la paix dans le monde. » Téhéran bénéficiera de la sympathie du monde entier, et sera considéré (une fois de plus) comme une victime de l'intimidation américaine. Ce que Trump fait à l'Iran pourrait briser l'alliance atlantique. Ce serait une bonne chose. Il est temps que l'unilatéralisme « Choc et effroi » 2 de l'après-guerre froide cède la place à un monde multipolaire dans lequel des individus aussi dangereux que Trump et John Bolton ne pourront plus accéder au pouvoir.





Bosnie

# La police évacue un campement de fortune de migrants

**La police bosnienne a évacué vendredi matin sans incidents quelques 250 migrants qui avaient mis en place dans le centre touristique de Sarajevo un campement de fortune, pour les loger dans un centre d'accueil dans le sud du pays, ont rapporté des médias.**

La Bosnie, évitée par les migrants lors de la grande vague de 2015/2016, est traversée depuis le début de l'année par des centaines de migrants et réfugiés d'Asie et d'Afrique qui souhaitent rejoindre les pays de l'Europe occidentale.

L'évacuation a commencé à 6 heures locales (04H00 GMT) et s'est achevée en deux heures. Les migrants, surtout des jeunes, mais également un certain nombre de familles avec des enfants, sont montés dans des autocars qui les ont conduits dans la direction de Salakovac, près de Mostar, à une centaine de kilomètres au sud de Sarajevo.

Ils seront logés dans un ancien camp de réfugiés mis en place après les conflits dans les Balkans dans les années 1990 et qui a été aménagé pour ces nouvelles circonstances. Il pourra recevoir environ 300 personnes. «Il n'y a pas eu de violences et d'incidents (...) Les gens sont partis volontairement», a déclaré Peter Van Der Auweraert, le responsable en Bosnie de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

«La situation humanitaire dans le parc devenait de plus en plus compliquée.

Il y avait de plus en plus de tentes, on a



eu de la pluie dans la semaine, la situation d'hygiène et de santé était vraiment très pénible», a-t-il expliqué, sur place.

Selon le gouvernement bosnien, quelques 4.000 migrants sont entrés dans le pays depuis le début de l'année. Selon l'OIM, il s'agirait de 3.600 personnes, dont 2.500 sont toujours sur le territoire de la Bosnie. Les autres ont quitté le pays.

Selon le ministre de la Sécurité bosnien, Dragan Mektic, «entre 80 et 150» migrants entrent actuellement chaque jour dans ce

pays en provenance du Monténégro et de la Serbie.

Le phénomène n'est pas comparable au passage de centaines de milliers de personnes par «la route des Balkans» en 2015, jusqu'à sa fermeture en mars 2016, mais la Bosnie n'aura pas les moyens à gérer une crise plus importante, ont mis en garde ses dirigeants qui ont demandé l'assistance technique et financière de l'UE et des Nations unies.

Reda A.

## Contre une signature sur la torture Gina Haspel confirmée à la tête de la CIA

Par RFI

Une femme à la tête de la CIA, c'est une première. Le Sénat américain a confirmé, jeudi 17 mai 2018, la nomination de Gina Haspel à la tête de la célèbre agence du renseignement américain. Cela n'allait pas de soi ; son passé de directrice d'un centre d'interrogatoire de la CIA où la torture était pratiquée a soulevé de nombreuses réticences, dont elle est finalement venue à bout en s'engageant par écrit sur le sujet. Quarante-cinq voix contre, 54 pour. Malgré l'opposition de deux sénateurs républicains, Gina Haspel a été confirmée à la tête de la Central Intelligence Agency, la CIA. Six élus démocrates ont voté en sa faveur. Cela n'allait pas de soi, son passage à la tête d'un centre de détention de l'agence en Thaïlande en 2002 ayant soulevé de fortes réticences. Les simulations de noyade (« waterboarding ») y étaient pratiquées sur les détenus soupçonnés de terrorisme. Et les vidéos de ces interrogatoires avaient été détruites...

La prestation de Mme Haspel devant la commission du renseignement du Sénat n'avait pas levé toutes les ambiguïtés. Comme l'agence il y a quelques années, elle avait qualifié la torture d'immorale, mais avait ajouté que grâce à cette pratique, la CIA avait obtenu de précieux renseignements. Il a fallu qu'elle recuse par écrit les programmes secrets de la CIA, qui autorisaient la torture, pour finalement convaincre suffisamment d'élus. Le président Trump, qui entretient depuis la campagne de la primaire républicaine de 2016 un point de vue ambigu sur la question, a salué sa nomination par un tweet d'une grande sobriété. Le président félicite la nouvelle directrice de l'agence, sans mentionner cette fois-ci le fait qu'il s'agit de la première femme nommée à la tête de la CIA.

RFI

## Explosion au sommet du volcan hawaïen

### Les habitants invités à se réfugier

Une explosion dans un cratère du volcan hawaïen Kilauea très tôt jeudi a propulsé un épais panache de cendres dans le ciel, poussant les autorités à inciter les résidents proches à se mettre à l'abri. «A tout moment, l'activité pourrait à nouveau devenir plus explosive, augmentant l'intensité de la production de cendres et générant des projectiles balistiques près de la cheminée» volcanique, indique l'Observatoire hawaïen des volcans dans un communiqué. L'Observatoire explique que l'explosion dans l'un des cratères du volcan a entraîné un nuage volcanique pouvant atteindre une altitude de 9.000 mètres qui dérivait vers le nord-est. L'institut a indiqué que les résidents vivant le long de la trajectoire du panache de cendres devraient se mettre à l'abri et il a maintenu l'alerte rouge pour l'aviation émise mardi, signifiant qu'aucun trafic aérien n'était permis dans la zone. Le volcan Kilauea est l'un des plus actifs au monde et l'un des cinq volcans d'Hawaï. Environ 2.000 personnes avaient été forcées d'évacuer des zones résidentielles après l'éruption le 3 mai dernier. Jusqu'à maintenant, 40 maisons ou bâtiments ont été détruits par la lave. Des scientifiques estiment que l'activité volcanique pourrait être un précurseur à une éruption majeure similaire aux explosions du volcan Kilauea en 1925.

R. I.

Etats-Unis

# Forte diminution de la natalité en 2017

Aux Etats-Unis, les experts tirent la sonnette d'alarme. Le taux de natalité s'effondre. Jamais, depuis des décennies, les chiffres des naissances n'ont été aussi bas. Si cette tendance ne se renverse pas, elle aura des conséquences sur l'avenir économique américain.

L'an dernier, 3,8 millions de bébés sont nés aux Etats-Unis. Soit 100 000 de moins qu'en 2016. En moyenne, une Américaine donne aujourd'hui naissance à 1,76 enfant

contre 1,82 en 2016. Le taux de fécondité aux Etats-Unis n'avait pas été aussi faible depuis 40 ans.

La baisse est telle qu'elle risque de mettre en péril le modèle économique américain. Car moins de bébés signifie moins de travailleurs, alors que le nombre de retraités ne cesse d'augmenter.

Les scientifiques américains constatent que ce sont avant tout les Américaines entre 20 et 30 ans qui ont moins d'enfants. Alors que les femmes de plus de 40 ans ont accouché de plus d'enfants que les

années précédentes.

L'actuelle baisse du taux de natalité a commencé entre 2007 et 2008, début de la «Grande Récession», crise économique de la fin des années 2000 qui fait écho à la Grande Dépression qui a suivi le krach de 1929. La baisse se poursuit malgré l'embellie économique aussi les experts préconisent-ils des politiques en faveur d'un congé maternité digne de ce nom. Faute de quoi, ce manque de naissances ne pourra être compensé que par... l'immigration.

RFI

Malaisie

## 72 sacs remplis d'argent et de bijoux saisis chez l'ex-Premier ministre

La police malaisienne a saisi 284 cartons contenant 72 sacs remplis d'argent et de bijoux lors d'une perquisition au domicile de l'ex-Premier ministre malaisien Najib Razak, soupçonné de détournements de fonds, rapportent vendredi des médias locaux. «Notre personnel a vérifié ces sacs et découvert diverses devises parmi lesquelles des ringgit malaisiens et des dollars américains, des montres et des bijoux dans 72 sacs», a déclaré Amar Singh, chef du département de la criminalité financière de la police, cité par des médias.

R. M.

Etats-Unis-CoréeNord

# Trump assure que les préparatifs pour son sommet avec Kim se poursuivent

Le président américain Donald Trump a assuré jeudi que les préparatifs pour son sommet avec le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un mi-juin à Singapour se poursuivaient en dépit des doutes que fait planer Pyongyang sur ce face-à-face historique «Rien n'a changé sur la Corée du Nord à notre connaissance, on ne nous a rien dit», a-t-il déclaré depuis le Bureau ovale.

«Nous verrons», a-t-il ajouté. «Si la rencontre a lieu, elle aura lieu, et si elle n'a pas lieu, nous passerons à l'étape suivante», a-

il ajouté. Quelques minutes plus tôt, sa porte-parole Sarah Sanders avait assuré qu'il n'y avait «pas de changement» dans le calendrier de l'exécutif américain. «A ce stade, nous poursuivons les préparatifs», avait-elle ajouté.

Après des mois de rapprochement et de détente diplomatique, Pyongyang a opéré mercredi un spectaculaire retour à sa rhétorique traditionnelle, évoquant la possibilité de remettre en cause le sommet très attendu de mi-juin. M. Trump a par ailleurs affirmé que le «modèle libyen» de dénucléarisation

n'était en aucun cas celui qu'il souhaitait proposer pour la péninsule coréenne. «Le modèle libyen n'est pas du tout ce que nous avons en tête», a-t-il déclaré, prenant le contre-pied de son conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, qui a affirmé il y a quelques jours que c'était la référence de l'administration pour les négociations à venir. Les propos de M. Bolton ont provoqué la colère de Pyongyang qui a dénoncé une «tentative sinistre d'imposer à notre digne Etat le destin de la Libye et de l'Irak».

R. N.



Théâtre régional de Skikda

# Un chef-d'oeuvre ressuscité

**L'opération de réhabilitation actuellement menée au Théâtre régional de Skikda (TRS) dont l'édification date de 1932 est appelée à redonner à ce chef-d'oeuvre architectural son ancien lustre après les multiples dégradations subies au fil des ans.**



**L**a construction de ce théâtre dans le vieux quartier italien de la ville de Philippeville (appellation coloniale de l'actuelle Skikda) a duré de 1912 à 1932 sous la direction du célèbre architecte Charles Montaland.

Cet architecte également concepteur de la gare routière et de l'hôtel de ville de Skikda ainsi que de la majorité des imposantes constructions de la cité avait lancé les travaux de ce théâtre occupant 1 000 m<sup>2</sup> en 1912, mais les travaux ont dû être suspendus durant la Première Guerre mondiale. Le théâtre ne sera inauguré que le 19 mars 1932.

Prévu pour 500 places, cet édifice a été bâti sur le site qui accueillait les ruines du temple romain de Vénus (déesse de l'amour dans la mythologie romaine) ainsi que de l'ancien théâtre de Rusicade.

## Vaste restauration pour recouvrer le lustre du monument

Le Théâtre régional de Skikda connaît actuellement une vaste opération de restauration et équipement visant à lui restituer son lustre et prestige anciens et en assurer la préservation, a indiqué Mourad Laâdjimi, chef de service de suivi à la direction des équipements publics.

Inscrit en 2015 sous l'égide de la direction de la culture, le projet a buté sur nombre de difficultés avant d'être transféré en 2016 à la direction des équipements publics pour connaître son lancement effectif à la fin de 2017, a précisé le même cadre qui a affirmé que l'objectif est de rendre le TRS conforme aux critères techniques des théâtres internationaux et de préserver cet édifice culturel important pour de longues autres années.

Cette restauration dont l'achèvement est attendu pour à la fin 2019 exige une enveloppe financière de 200 millions de DA, selon Laâdjimi qui a indiqué que les travaux portent sur la consolidation de l'édifice, la rénovation du toit et de l'étanchéité, la requalification des éléments décoratifs, l'installation d'un système de climatisation centrale et la rénovation et réorganisation spatiale de la scène de ce monument classé.

Tous ces travaux tiennent en compte le fait que le bâtiment représente un monument culturel d'une grande valeur sur les plans architectural et décoratif, a encore ajouté le même cadre.

## Un espace de créativité et de divertissement depuis plus de 80 ans

Ouvert en 1932, le TRS représente un espace de créativité et de divertissement au

service du 4<sup>ème</sup> art depuis plus de 80 années durant lesquelles sa scène a connu le défilement de multiples troupes nationales.

Professeur en littérature et théâtre et ancien recteur de la Faculté des lettres et des langues de l'université de Skikda, Ahcène Thelilani rappelle qu'à ces débuts, ce théâtre fut " totalement étranger aux Algériens, car constituant un théâtre métropolitain réservé exclusivement aux Européens ".

Ultérieure, la naissance effective d'un théâtre arabe à Skikda date des années 1940 avec les premières tournées de célèbres troupes dont celle de Youcef Wahbi et celle de Mahieddine Bachtarzi qui s'étaient produites à Skikda et Collo en 1937.

Etaient apparues ensuite les activités théâtrales de l'association des oulémas musulmans algériens, ajoute cet universitaire.

Les témoignages des pionniers recueillis par ce chercheur indiquent, a-t-il ajouté, que la période la plus dynamique du théâtre skikdi a été celle postindépendance qui avait connu la création de nombreuses troupes particulièrement durant les années 1970 dont la plus réputée a été la troupe Et Taléa (avant-garde) qui développa un théâtre socialement et politiquement engagé.

Ainsi, la première troupe a été créée en 1974 par un groupe de jeunes étudiants et

travailleurs qui furent membres de la troupe théâtrale du collège Abdelhamid El Omrani, relève le Pr Thelilani qui souligne que la première pièce a été El Ardh liman yakhdou-mouha (la terre à celui qui la travaille) écrite par Chenouf Nadjib.

Dans le sillage de la troupe Et Taléa, la troupe de La culture populaire a vu le jour en mars 1978 à l'initiative de plusieurs jeunes dont Ahmed Boutata. Son répertoire s'est vite étoffé de plusieurs oeuvres dont Edhamir El moustair (1978) et Wach men thrane jab El ghachi (1979).

Après cette période, plusieurs autres troupes ont été créées dont la troupe des arts dramatiques du théâtre communale (actuellement le théâtre régionale) en 1979, la troupe de l'Institut communal de musique (1980) et la troupe La vague de Collo (1985), ajoute la même source.

Une des troupes qui continue d'activer à ce jour est l'association Festival de théâtre de la ville de Skikda créée en 1983 et qui compte à son actif l'organisation de 13 éditions du Festival de Skikda de théâtre qui devait cesser en 1998 à cause de la situation sécuritaire d'alors avant de renaître en 2006 sous une nouvelle appellation Les journées nationales de théâtre de la ville de Skikda, note encore le même chercheur.

## La défunte Sonia, Djamel Hamouda et autres artistes, des familiers de la scène du TRS

La scène du TRS a été foulée par de grands noms du théâtre local et national dont la défunte Sakina Mekoui plus connue sous son nom artistique Sonia qui a eu à diriger le TRS entre août 2009 et juillet 2012 et à réaliser plusieurs pièces.

Autre artiste familier du TRS est le talentueux réalisateur Djamel Hamouda, né à Skikda en 1954. Cet artiste a signé nombre d'oeuvres pour le théâtre de Skikda dont la plus récente Hakikat El Kadhib (Vérité du mensonge) a été produite début 2018.

Parmi les enfants de Skikda ayant laissé une empreinte indélébile dans l'histoire du Théâtre national figure en tête de liste le défunt Azzedine Medjoubi (1945/1995). Cet artiste natif de Azzaba à l'est de Skikda était un comédien et un réalisateur de grand talent dont les plus célèbres oeuvres sont Allam baâouch (1993) et El Ayta (1988). Honoré par de multiples prix nationaux et internationaux, Medjoubi est source de fierté pour Skikda et son nom a été donné à une manifestation annuelle organisée à Azzaba et baptisée Les journées nationales Azzedine Medjoubi de théâtre. **R. C.**

Ramadhan à Béchar

# Des soirées en hommage aux artistes

**D**es soirées artistiques et culturelles en hommage aux artistes et au rayonnement de la culture, placées sous le signe de " On se souvient des amis ", seront organisées du 21 mai au 8 juin prochain, à l'initiative de l'association culturelle et musicale Saharienne, a-t-on appris jeudi auprès de membres de ce groupe à Béchar.

Une centaine d'artistes et hommes de culture prendront part à cet événement qui s'inscrit au titre des manifestations et activités d'animation des soirées du mois sacré du Ramadhan, ainsi que du rayonnement culturel dans la région pour valoriser les différentes facettes de la culture locale, a affirmé à l'APS, le président de l'asso-

ciation.

Des tours de chants et musique de femmes zafanate, de groupes de musique et danse diwane, ghwane, inchad et de musique traditionnelle et populaires locales, ainsi que des représentations théâtrales et des conférences-débats sur plusieurs thèmes liés au développement et promotion de la culture sont au programme de cette manifestation prévue à la piscine communale de Béchar, a précisé M. Rahou Nourreddine.

Totalement financée par l'association Saharienne, cette manifestation verra aussi l'organisation d'une cérémonie d'hommage à plusieurs catégories d'artistes locaux ayant contribué à la mise en exergue des expressions musicales

locales, tant dans la région qu'à travers le pays, a-t-il ajouté.

Par cette manifestation, l'association voudrait être un outil de

rayonnement culturel à travers la wilaya, de même qu'un moyen de regroupement des artistes et des hommes de culture autour d'un seul

objectif, à savoir la promotion de l'art et de la culture, a conclu M. Rahou. **K. Y.**

## Kaouane reçoit la directrice du bureau de l'UNESCO

Le ministre de la Communication, Djamel Kaouane, a reçu, jeudi à Alger, Mme Golda El Khoury, directrice du bureau de l'Unesco établi à Rabat, couvrant l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, indique un communiqué du ministère.

La rencontre a été " l'occasion d'évoquer le rôle de l'Algérie dans l'institution, le 16 mai de chaque année, par le système des Nations unies, de la Journée internationale du vivre-ensemble en paix, célébrée, pour la première fois, ce 16 mai 2018, et la vocation qu'aura cette journée à rappeler au monde le besoin et la nécessité de promouvoir la paix et de la préserver au profit de la coexistence, de la tolérance et du respect des différences ", souligne le communiqué.

L'audience a permis, également, d' " examiner les différents volets de coopération et de collaboration entre le ministère de la Communication et l'Unesco et de fixer des horizons, dans ce sens ", ajoute la même source. **R. B.**



## «PAROLES DE FEMMES»

«Parfois c'est dur d'attendre quelqu'un qui ne reviendra jamais... ! et ça fait mal d'y croire que ce jour viendra !»  
Assia Djebbar



## FEMMES

## ILS ONT DIT :

«Il faut prendre des risques, il faut toujours prendre des risques. Mais l'attente comporte aussi un risque.»  
Paul Desmarais

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

## Meghan Markle dans la tourmente : sa réponse cinglante à sa demi-sœur

Via un communiqué officiel posté sur les réseaux sociaux par Kensington Palace, Meghan Markle a réglé ses comptes avec sa demi-sœur Samantha tout en ayant une pensée émue pour son père.

Heureusement, elle n'est pas invitée. Alors que Meghan Markle et Harry d'Angleterre se marient le 19 mai à Londres, la demi-sœur de la future mariée est souvent apparue comme toxique. Samantha Markle, Yvonne de son vrai prénom, n'a jamais hésité à mettre l'ex-actrice de *Suits* dans l'embarras jusqu'à provoquer de sérieuses tensions. Début 2018, elle avait notamment reproché à la jolie brune de ne pas avoir aidé financièrement son père, Thomas Markle, alors que l'argent dépensé pour son mariage pourrait sauver ce dernier de la banqueroute.

Récemment opéré du cœur avec succès, le père de Meghan Markle se repose à l'hôpital et ne pourra pas accompagner sa fille jusqu'à l'autel. «Malheureusement, mon père ne pourra pas faire le déplacement pour notre mariage. J'ai toujours pris soin de lui et j'espère qu'il va pouvoir se donner du temps pour se concentrer sur sa guérison» a déclaré Meghan Markle via un communiqué officiel posté par Kensington Palace sur les réseaux sociaux. Une prise de parole en forme de contre-attaque vis-à-vis de sa demi-sœur. «J'aimerais remercier tous ceux qui ont envoyé des messages de soutien. Sachez que Harry et moi sommes très heureux de partager notre journée spéciale avec vous samedi» a-t-elle conclu en guise de remerciements.

D'interviews en interviews, Samantha Markle poursuit son travail de sape envers sa demi-sœur avec laquelle elle n'est plus en contact depuis 10 ans. Mauvais génie d'une fausse paparazade organisée avec Thomas Markle, elle défend sa liberté d'expression. Et à force d'approcher les paparazzi, elle a été admise aux urgences après un accident de la route impliquant un photographe trop pressant. Elle souffrirait d'une cheville cassée et d'un genou fracturé. Encore la faute de Meghan Markle ?



## ANTI-RIDES

## Le sport serait un excellent remède

Oubliez les crèmes anti-âge coûteuses ! Des scientifiques canadiens ont découvert que l'exercice physique régulier peut être la clé pour inverser le processus de vieillissement de la peau. Des chercheurs de l'université McMaster en Ontario ont constaté que sur les souris et sur les humains, le sport a un effet bénéfique sur le vieillissement de la peau. Leur première étude a été menée sur des souris. Les scientifiques ont privé un groupe de rongeurs de leur roue d'exercice. Ils ont constaté que ces animaux témoins sont devenus faibles, sont tombés malades et sont aussi devenus chauves ou grisonnants. En revanche les rongeurs qui ont pu continuer à faire de l'exercice dans leurs roues étaient en meilleure santé, leur cœur, cerveau et organes reproducteurs sont restés sains. Ils ont aussi gardé une belle fourrure qui n'est jamais devenue grise.

## LE SPORT RALENTIT LE PHÉNOMÈNE DE VIEILLISSEMENT

Encouragée par ces résultats, l'équipe de chercheurs a continué à étudier ce phénomène mais sur un groupe de 29 volontaires, hommes et femmes âgés de 20 à 84 ans. La moitié des participants a été invitée à participer à au moins trois heures d'exercice par semaine tandis que l'autre groupe est resté essentiellement sédentaire. Tous les volontaires ont cédé une parcelle de peau de leurs fesses, une zone très rarement exposée aux effets nocifs du soleil pour une biopsie. Les sportifs de plus de 40 ans avaient une peau plus jeune de vingt ans par rapport aux sédentaires du même âge. «Je ne veux pas

être excessif, mais les résultats sur la peau sont vraiment remarquables à voir», explique le docteur Mark Tarnopolsky, médecin de médecine sportive et chef du service des maladies neuromusculaires et des troubles neurométaboliques de l'université McMaster qui a supervisé l'étude. «Et si le sport semble ralentir le vieillissement de la peau, il serait aussi capable d'inverser ce processus.»

## LE SPORT INVERSE LE PHÉNOMÈNE DE VIEILLISSEMENT

La dernière partie des recherches a en effet porté sur un groupe témoins de 65 ans non sportifs, mais qui a adopté un régime de remise en forme pendant trois mois. Quand les chercheurs ont comparé la qualité de leur peau, ils ont constaté que les couches à la fois interne et externe de la peau ressemblaient à celles d'un individu de 20 à 40 ans. «Un groupe de pro-

téines nommées myokines (IL-15) sécrétées par les cellules musculaires et diffusées dans le corps se retrouvent, en cas d'exercice physique, à des concentrations supérieures de 50% et pourraient exercer cet effet anti-âge» explique le chercheur. Même si l'étude a été menée sur un petit échantillon et qu'il est nécessaire de réaliser d'autres recherches, ces résultats sont encourageants et valident une fois de plus les bienfaits pour la santé de l'activité physique.

## COUPLE

## Pourquoi il y a moins de célibataires chez les femmes rondes

Nous aimons comme nous mangeons, et nos kilos superflus sont souvent en lien avec nos difficultés à aimer et à être aimé. Extrait de *L'Amour et les kilos*, du D<sup>r</sup> Stéphane Clerget et Bernadette Costa-Prades, publié chez Albin Michel. Comment expliquer que toutes les femmes, même les plus fines, souhaitent perdre «au moins trois kilos» ? Parce qu'elles ont peur en grossissant de ne plus être aimables... Les hommes s'y mettent aussi désormais et leurs conversations dans les salles de sport ressemblent à s'y méprendre à celles de leurs compagnes : ils s'échangent des tuyaux, parlent régimes, crèmes amincissantes pour faire fondre la bedaine, comme si aucune femme ne pouvait apprécier un petit ventre rond. Mais cette recherche de la perfection cache en fait une angoisse de mort. Vous souvenez-vous de cette phrase de grand-mère : «Mange, tu ne sais pas qui te mangera» ? La nourriture calmait une angoisse de manque, de mort, celui qui mangeait à sa faim était plus fort que celui qui manquait de nourriture. La force et la vitalité venaient de la nourriture. Aujourd'hui, elle vient du muscle, de la jeunesse, et donc de la minceur... Si nous voulons faire de notre corps un bijou ciselé comme un diamant, c'est autant pour plaire et séduire que pour repousser l'idée du déclin fatal. Nous le vivons

désormais comme une mécanique bien huilée, dont nous voulons garder la totale maîtrise. Voilà qui serait rassurant : nous n'aurions qu'à changer les pièces pour qu'il fonctionne. Contrôler son poids nous donne le sentiment de toute-puissance et, peut-être, l'illusion de contrôler les sentiments des autres...

## LES HOMMES AIMENT LES RONDES QUI S'AIMENT

Savez-vous, vous qui vous désolerez d'avoir cinq kilos de trop et pensez que c'est pour cette raison que vous ne rencontrez pas l'âme sœur, qu'il y a moins de célibataires chez les rondes ?

A cette nuance près : les hommes aiment les femmes rondes qui s'aiment, qui aiment les plaisirs de la vie, pas celles qui se planquent derrière les murs, se dénigrent ou s'affament. Le problème aujourd'hui, c'est que certains jeunes garçons ont parfois honte de sortir avec une femme lestée de quelques kilos de trop, influencés qu'ils sont par l'image sociale qui veut que la femme mince soit le nec plus ultra... Ils choisissent alors leur partenaire en fonction du regard des autres, non de leur envie. Résultat : cette jeune femme ronde, qui aurait pu plaire, est délaissée. Quel gâchis quand même !



**Les DÉBATS**  
Quotidien national  
d'information

Édité par la SARL  
MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43



## SPORTS

Ligue 1 (30<sup>e</sup> et dernière journée)

## Lutte à trois pour le maintien

Qatar  
Belmadi élu meilleur entraîneur

■ Auteur d'une magnifique saison avec Al Duhail, l'entraîneur Algérien Djamel Belmadi a remporté le titre du meilleur entraîneur au Qatar. Belmadi a remporté ce titre après avoir gagné le doublé cette saison (Championnat et Coupe du Qatar) tout en étant encore en course (finaliste) pour la Coupe du Prince avec Al Duhail. Le jeune entraîneur Algérien âgé de 42 ans confirme avec un quatrième titre de champion et 7 titres remportés depuis 2011 au Qatar.

Essad (Qatar)  
Bounedjah dans l'équipe type des 1/8<sup>e</sup>

■ L'attaquant d'Al Sadd, Baghdad Bounedjah, figure dans l'équipe type des 1/8<sup>e</sup> de finale retour de l'AFC Champions League, la liste des onze joueurs a été publiée sur le compte twitter de la Confédération asiatique de football.

L'international algérien a inscrit son 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> but de la saison en compétition continentale avec son équipe. Bounedjah a ainsi réussi à qualifier Al Sadd en quarts de finale grâce à son doublé face au club saoudien d'Al Ahli de Djeddah.

Portugal  
L'AS Rome va faire une offre pour Brahimi

■ Après une très bonne saison au Portugal concrétisée par le titre du championnat, Yacine Brahimi attire les convoitises de plusieurs grands clubs.

Selon La Gazette Dello Sport, les dirigeants de l'AS Rome font de Yacine Brahimi une priorité lors du mercato estival pour remplacer l'Argentin Perotti et Stephan El Shaarawy qui vont probablement quitter l'équipe.

Les dirigeants romains vont faire une première offre pour le FC Porto pour essayer de s'emparer de ses services avant que d'autres clubs se manifestent sur son dossier, surtout que le prix de sa libération a été fixée à 25 millions d'euros seulement car son contrat expire en juin 2019.



**A** lors que le CS Constantine a officiellement assuré son titre de champion, la 30<sup>e</sup> et dernière journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football sera marquée par des duels à distance dans l'objectif d'éviter d'accompagner l'USM El-Harrach et l'USM Blida en Ligue 2.

Outre l'enjeu crucial du maintien, cette ultime journée de la compétition sera également marquée par le duel pour la place de dauphin, qualificative à la Ligue des champions, entre la JS Saoura (2<sup>e</sup>, 51 pts) et le NA Hussein-Dey (3<sup>e</sup>, 49 pts). La JSS se déplacera à Alger pour affronter le MCA (4<sup>e</sup>, 44 pts) alors que le Nasria se rendra à Médéa pour défier l'OM (13<sup>e</sup>, 33 pts), condamnée à l'emporter pour éviter la relégation. Les joueurs

de l'entraîneur Sid-Ahmed Slimani devront sortir le grand jeu pour mettre fin à la belle série des «Sang et Or», invaincus depuis 22 matchs. La bande à Dziri, elle, ne souhaite pas mettre fin à cette belle série et souhaite vivement revenir avec les trois points pour s'assurer la deuxième place. La formation du «Titteri» n'est pas la seule menacée par la relégation, puisque le DRB Tadjenanet (12<sup>e</sup>, 34 pts) et l'US Biskra (14<sup>e</sup>, 31 pts) vont également mener une lutte acharnée pour éviter le purgatoire.

Le Difaâ n'aura besoin que d'un seul point de son déplacement à Alger face au CR Belouizdad pour éviter les calculs et assurer son maintien parmi l'élite sans attendre les résultats des autres concurrents. Les poulains du Tunisien

Daou se présenteront avec une grande détermination pour damer le pion aux Belouizdadis et donc s'assurer le maintien définitivement. De son côté, l'US Biskra se doit impérativement de s'imposer à la maison face à l'USM El-Harrach, déjà reléguée, et espérer des faux-pas de ses concurrents directs. Son sort n'est pas donc dans ses mains à cent pour cent, ce qui le définit comme étant le club le plus proche pour la relégation, sauf surprise.

Dans le cas où les trois équipes finiraient à égalité de points (34 chacune), c'est l'Olympique Médéa qui rétrograderait en Ligue 2 en raison d'un nombre de points insuffisant lors des confrontations directes (2 unités seulement). Les autres matchs de cette ultime journée seront sans enjeu, car mettant aux prises des clubs ayant déjà atteint leur objectif, ou qui n'ont plus rien à espérer, comme c'est le cas pour l'USM Blida, bon dernier au classement et reléguée depuis un bon bout de temps.

Imad M.

Le programme :

**Samedi 19 mai 2018 à 16h :**  
MCO-JSK  
USMA-USMB  
OM-NAHD  
CRB-DRBT  
ESS-USMBA  
USB-USMH  
USMH-JSS

## Infantino félicite le CSC pour son titre de champion d'Algérie

■ Le président de la Fédération internationale de football (FIFA), Gianni Infantino, a félicité le CS Constantine pour son titre de champion d'Algérie de Ligue 1 Mobilis 2017-2018, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) jeudi.

«Le CS Constantine a été sacré champion d'Algérie 2017/2018 et je tiens à adresser mes chaleureuses félicitations à ce club pour le deuxième titre de champion de son histoire, le premier depuis 1997!», a écrit le patron de l'instance dans un message de félicitations adressé à travers le président de la FAF.

«Ce titre témoigne de la persévérance de tous. Mes félicitations s'adressent naturellement à tous

les artisans de ce succès: les joueurs, l'entraîneur, l'ensemble de l'encadrement technique et médical, les dirigeants, ainsi que tous les supporters du club», souligne Infantino dans son message.

«Au nom de toute la communauté du football, je tiens à remercier le CS Constantine et votre fédération de nous aider à véhiculer le message positif du football», a-t-il conclu.

Le CS Constantine a été sacré champion d'Algérie pour la seconde fois de son histoire samedi dernier grâce à son succès en déplacement contre la lanterne rouge l'USM Blida (2-1) lors de la 29<sup>e</sup> et avant-dernière journée.

## Classement FIFA

L'Algérie recule à la 64<sup>e</sup> place mondiale

■ L'Algérie a perdu deux places et occupe la 64<sup>e</sup> position au classement du mois de mai de la Fédération internationale de football (FIFA) publié jeudi par l'instance mondiale, toujours dominé par les champions du monde en titre, l'Allemagne devant le Brésil et la Belgique.

La défaite essuyée face à l'Arabie saoudite (2-0) en match amical disputée le 9 mai à Cadix (Espagne) explique ce nouveau recule de la sélection algérienne, le second de suite après celui du mois d'avril dernier.

A noter que les Verts sont passés de la 57<sup>e</sup> place en janvier 2018 à la 64<sup>e</sup> position en cinq mois, un repli qui s'explique par les résultats en dents de scie des hommes de Rabah Madjer qui restent sur deux défaites consécutives. Le Cap-Vert, prochain adversaire de l'Algérie le 1<sup>er</sup> juin prochain en match amical, reste scotché à la 58<sup>e</sup> position tout comme le Portugal (4<sup>e</sup>) qui accueillera l'Algérie le 7 du même mois

à Lisbonne.

Au niveau africain, l'Algérie, avec 499 points, est logée à la 11<sup>e</sup> place loin derrière le trio de tête constitué de la Tunisie (14<sup>e</sup>), du Sénégal (28<sup>e</sup>) et de la RD Congo (38<sup>e</sup>). La Gambie, adversaire des Verts en qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 en septembre prochain, est à la 175<sup>e</sup> place.

Les changements au sein du classement mondial sont particulièrement rares. Dans le Top 50, rien n'a bougé ou presque : l'Allemagne, le Brésil et la Belgique composent toujours le trio de tête tandis que leurs poursuivants immédiats se suivent dans le même ordre que le mois dernier.

Les 47 premières places demeurent complètement identiques à l'édition d'avril et il faut descendre bien plus bas pour observer des évolutions notables. Le Koweït (160<sup>e</sup>, +16) effectue ainsi un bond appréciable à la faveur

de son succès 2-0 face à la Palestine. Seules trois autres équipes – la Grenade (163<sup>e</sup>, +8), le Bénin (84<sup>e</sup>, +6) et le Botswana (142<sup>e</sup>, +6) - enregistrent une progression de plus de cinq rangs. Le prochain classement mondial sera publié le 7 juin 2018.

Classement mondial des pays africains:

14<sup>e</sup>- Tunisie  
28<sup>e</sup>- Sénégal  
38- RD Congo  
42<sup>e</sup>- Maroc  
46<sup>e</sup>- Egypte  
47<sup>e</sup>- Nigeria  
50<sup>e</sup>- Cameroun  
50<sup>e</sup>- Ghana  
54<sup>e</sup>- Burkina Faso  
58<sup>e</sup>- Cap-Vert  
64<sup>e</sup>- Algérie

## Tournoi Alfa Ti Cup juniors-Hongrie

## Lynda Benkaddour dans la liste des qualifications

■ L'Algérienne Lynda Benkaddour a été retenue pour disputer la phase des qualifications du tournoi international Alfa Ti Cup Juniors, prévu, en Hongrie, du 20 au 26 mai, selon la liste des participants dévoilée jeudi par les organisateurs.

Benkaddour (233 mondiale juniors) se trouve actuellement au 1<sup>er</sup> rang de la liste des qualifications et ses chances pour intégrer directement le tableau final sont grandes. Plusieurs joueurs et joueuses relativement bien classés sur la scène mondiale prendront part à cette échéance notamment l'Ukrainien Pavel Shumeiko (70<sup>e</sup> mondial), le Belge Louis Herman (73<sup>e</sup> mondial) et la Colombienne Laura Sofia Rico Garcia (76<sup>e</sup> mondiale). Cette compétition classée en grade 2, se jouera sur les courts en terre battue du grand slam park club à Budapest (Hongrie).



## Escalade criminelle israélienne à Ghaza Le représentant du Hamas salve la position «avant gardiste» de l'Algérie

Le représentant du Mouvement palestinien Hamas, Mohamed Athmane, a salué, jeudi la position de l'Algérie vis à vis de la dangereuse escalade israélienne à Ghaza, la qualifiant d'avant gardiste par rapport aux autres pays arabes, une position que l'Algérie a toujours adoptée en faveur des causes arabes notamment palestinienne. Invité de Khalf El-Mechehed, une émission produite par la section audio-visuelle de l'APS, le représentant de Hamas a indiqué que la position des dirigeants algériens quant à l'escalade israélienne dans la bande de Ghaza est avant-gardiste, par rapport aux autres pays arabe, une position que l'Algérie a toujours adoptée en faveur des causes arabes notamment palestinienne. Commentant le message du Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, dans lequel il a dénoncé le crime abject de l'occupation israélienne contre des civils palestiniens, M. Athmane a rappelé que Hamas avait perçu dans ce message une dénonciation directe de la politique criminelle d'Israël et un appel à cesser les pratiques inhumaines contre les palestiniens. Il a salué, également, la «réponse rapide» exprimée par le Président Bouteflika à la convocation vendredi d'une session extraordinaire de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) sur la situation à Ghaza, qualifiant les positions de l'Algérie de «constantes». Dans un message adressé par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika au président de l'Etat de Palestine, président du comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Mahmoud Abbas, l'Algérie a condamné «le crime abject» perpétré par les forces d'occupation israéliennes contre des civils palestiniens près de la frontière de la bande de Ghaza, réitérant la position «constante» de l'Algérie au côté du peuple palestinien.

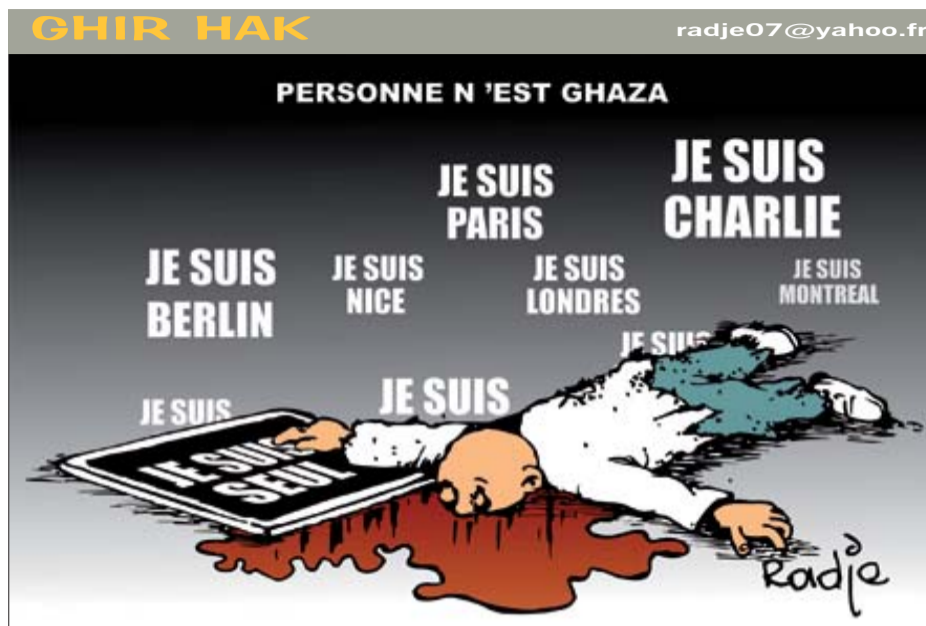
Reda A.

France

## Un nouvel attentat déjoué, deux frères égyptiens arrêtés

Un nouvel attentat a été déjoué en France et deux frères d'origine égyptienne ont été arrêtés, a annoncé vendredi le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb. «Il y avait deux jeunes gens d'origine égyptienne qui s'approprièrent à commettre un attentat, avec soit de l'explosif soit à la ricine, ce poison très fort», a déclaré le ministre sur la chaîne Bfmtv. Cette annonce intervient près d'une semaine après l'attaque terroriste au couteau à Paris qui a fait un mort et cinq blessés. «Ils avaient des tutoriels qui indiquaient comment construire les poisons à base de ricine», a-t-il poursuivi, indiquant que les deux hommes échangeaient sur la messagerie cryptée Telegram. «L'interpellation a eu lieu dans le 18<sup>e</sup> arrondissement parisien», dans le nord de la capitale, a indiqué une source proche de l'enquête, précisant qu'un des deux hommes «reconnaît avoir voulu passer à l'acte». Selon cette source, l'arrestation a eu lieu vendredi 11 mai, à la veille de l'attaque au couteau menée à Paris par Khamzat Azimov, un terroriste franco-russe qui a tué une personne et en a blessé cinq dans le quartier Opéra, en plein centre.

Reda A.



## Dans une cache d'armes et de munitions Découverte de sept têtes de roquettes d'artillerie



Une cache d'armes et de munitions contenant sept têtes de roquettes d'artillerie type BM-21, sept charges propulsives et 49 détonateurs a été découverte mercredi à Bordj Badji Mokhtar par un détachement de l'Armée nationale populaire, a indiqué jeudi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières, et lors d'une patrouille menée près de la bande frontalière à Bordj Badji Mokhtar/6 RM, un détachement de l'Armée nationale

populaire a découvert, le 16 mai 2018, une cache d'armes et de munitions contenant sept têtes de roquettes d'artillerie type BM-21, sept charges propulsives et 49 détonateurs», a précisé la même source.

Dans le même contexte et lors d'opérations distinctes menées à Tizi Ouzou/1 RM, Bejaïa et Jijel/5 RM, des détachements de l'ANP ont découvert et détruit, 12 casemates pour terroristes, sept bombes de confection artisanale, une quantité de munitions, des vivres, des effets vestimentaires et divers objets, tandis qu'un autre détachement de

l'ANP a appréhendé, à Mostaganem/2 RM, un élément de soutien aux groupes terroristes et saisi un pistolet automatique, a précisé la même source.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP a saisi, à In Guezzam/6 RM, 4,5 tonnes de denrées alimentaires et 850 litres de carburant destinés à la contrebande, alors que 20 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Tlemcen et In Aménas, a ajouté la même source.

Bilal L.

Blida

## Neutralisation d'un réseau national de trafic de véhicules

Dix-neuf membres présumés d'un réseau national de trafic de véhicules, activant dans différentes wilayas du pays, ont été neutralisés par la sûreté de wilaya de Blida, au cours d'une opération qui a permis la récupération de 30 véhicules, a révélé jeudi le chargé de l'information par intérim de ce corps sécuritaire.

Cette affaire a été mise à jour grâce à des informations parvenues à la section de lutte contre le trafic de voitures, auprès du service de la police judiciaire et faisant état d'un véhicule immatriculé dans une wilaya voisine, dont le dossier de base falsifié a été introduit au niveau des services administratifs concernés de Blida, a indiqué le lieutenant de police Mohamed Chellali, lors d'un point de presse. Les investigations, menées sur la base de cette information, ont permis de retrouver le

véhicule en question avec l'arrestation du suspect principal dans cette affaire, a-t-il ajouté, signalant que l'enquête a englobé une centaine de dossiers de base falsifiés, avant l'interpellation de tous les éléments de ce réseau, au nombre de 19 individus originaires de nombreuses wilayas, dont Sétif, Chlef et Bouira.

L'opération menée par le chef de la Sûreté de wilaya de Blida, en coordination avec le procureur de la République près le tribunal de Blida, a permis la récupération de 30 véhicules de différentes marques, dont des taxis.

Les prévenus arrêtés seront présentés devant le parquet général, a ajouté le responsable, signalant l'inscription de cette action au titre des efforts de lutte contre le crime organisé.

R. B.

## ACTU...

Profitez des offres promotionnelles prépayées de Mobilis

### PixX, l'offre gigantesque du Ramadhan

À l'occasion du mois sacré de Ramadhan, Mobilis annonce ses promotions d'offres prépayées destinées à ses clients de rester en contact avec leur famille et proches, Mobilis lance une mégapromotion (Appel, SMS et Internet) sur ses bons plans PixX, en utilisant simplement la formule \*600# :

- Promo PixX 100: 100 DA = Appels et SMS vers Mobilis illimités + 300 DA vers autres + 1Go, le tout valable 24H.

- Promo PixX 500 : 500 DA = Appels et SMS vers Mobilis illimités + 1500 DA vers autres + 5Go, le tout valable 1 mois à partir du 1<sup>er</sup> jour d'achat du plan.

- Promo PixX 1 000 : 1 000 DA = Appels et SMS vers Mobilis illimités + 3 000 DA vers autres + 15 Go, le tout valable 1 mois à partir du 1<sup>er</sup> jour d'achat du plan.

Mobilis informe, que les clients Mobtasim et ses plans, auront eux aussi la possibilité de bénéficier de cette promotion en composant \*600#, ainsi de la possibilité de cumuler les bonus par l'activation de plusieurs plan PixX !

PixX, c'est le mix au meilleur prix.

Communiqué

Mascara

### Sept narcotrafiquants arrêtés

Sept narcotrafiquants ont été arrêtés et 31 kg de kif traité ont été saisis jeudi à Mascara par un détachement combiné de l'Armée nationale populaire (ANP), indique vendredi le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement combiné de l'ANP a saisi, le 17 mai 2018, à Mascara (2<sup>e</sup> Région militaire), 31 kg de kif traité, deux véhicules et arrêté sept narcotrafiquants», précise le MDN.

Dans le même contexte, un détachement de l'ANP a saisi 10 343 litres de carburants à Souk Ahras, Tébéssa et Taref (5<sup>e</sup> RM)», tandis qu'un autre détachement a saisi à Tamanrasset (6<sup>e</sup> RM) «deux détecteurs de métaux, deux marteaux piqueurs et deux groupes électrogènes», ajoute la même source.

Reda A.

Autoroute Est-Ouest

### Démantèlement d'un réseau de voleurs

Les éléments du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Aïn Defla a démantelé un réseau criminel, constitué de trois individus, de différents âges, dont une femme, spécialisé dans le vol et l'agression de personnes sur l'autoroute Est-Ouest dans son tronçon reliant les communes Bourached-Boumadfaâ, a indiqué, jeudi, un communiqué de ce corps de sécurité. Cette opération s'est soldée par la neutralisation de ce réseau, la saisie d'outils utilisés dans les actes de vol et d'agression et la restitution d'objets volés, précise la même source. Ainsi 10 téléphones portables, 10 puces de différents opérateurs, une carte-mémoire, un montant de 138 000 DA ont été saisis ainsi que des documents administratifs, un véhicule de tourisme, 13 armes blanches, un morceau de kif traité et 90 comprimés de psychotropes, indique-t-on de même source. «Cette opération a permis d'élucider huit affaires identiques et de rétablir la paix et la quiétude parmi les citoyens à travers l'ensemble du territoire de compétence», relève le communiqué qui assure que le numéro vert le 1055 «demeure l'outil le plus efficace pour le citoyen afin de signaler les crimes et de fournir les informations pour intervenir à temps».

Y. R.